

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

ANNIVERSAIRE

par Colette CHAMBELLAND et Jean MAITRON

La djemaa et le caïd

par Robert LOUZON

Le Congrès du Syndicat National
des Instituteurs

par Raymond GUILLORE

Réhabilitation de l'acte individuel

par Nicolas FAUCIER

Le néo-chauvinisme khrouchtchévien

par Roger HAGNAUER

La structure de classe des syndicats
soviétiques

par Paul BARTON

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois 8 NF (800 fr.)
Un an 15 NF (1.500 fr.)

EXTERIEUR

Six mois 10 NF (1.000 fr.)
Un an 18 NF (1.800 fr.)

Le numéro : 1,50 NF (150 francs)

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS
notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-89 Paris

Sommaire du N° 474 - Juillet-Août 1962

Anniversaire	C. CHAMBELLAN et J. MAITRON
Deuxième lettre aux membres du parti communiste	P. MONATTE
La tomate du néo-chauvinisme khrouchtchévien	R. HAGNAUER
Au congrès du Syndicat national des ins- tituteurs	R. GUILLORE
La C.G.T. italienne fait entendre un vrai son de cloche à la F.S.M.	
L'évolution des problèmes agricoles	J. LEFEVRE
L'île nue	P.A.
Notes d'économie et de politique : La dje- maa et le caïd. — La trêve et ses limites. — C'est Monsieur Tout-le-Monde qui a raison	R. LOUZON
Réhabilitation de l'acte individuel	N. FAUCIER
Planification = totalitarisme	J. FONTAINE
Notes sur un colloque « scientifique » ..	P. AUBERY
L'opposition espagnole à Munich	H. RUDIGER
La constance dans le mensonge.	
La structure de classe des syndicats so- viétiques	P. BARTON
Personnage symbolique !	

ENTRE NOUS...

Lénine n'était pas mort depuis deux ans que Max Eastman publiait. Depuis que Lénine est mort où il diffusait les causes et accusait les responsables de la crise ouverte avec la succession du créateur du bolchevisme. La dégénérescence qui aboutit au totalitarisme stalinien y était pressentie.

Deux ans après la mort du fondateur de la Révolution prolétarienne, quel bilan pourrions-nous établir sous le titre : Depuis que Monatte est mort ?

Déjà nous pouvons affirmer la survivance de l'héritage. Notre revue se maintient et ne porte aucun signe d'affaiblissement.

De la masse de la correspondance et des manuscrits de Monatte, l'inventaire se poursuit méthodiquement. On trouvera dans ce numéro, avec un vieux papier de Monatte, des indications sur la tâche entreprise.

Les anciens qui ont vécu la bolchevisation, il y a trente-sept ans, n'ont peut-être pas oublié l'usage que l'on fit du nom de Lénine mort, pour discréditer ses successeurs les plus qualifiés.

La personnalité de Monatte était assez puissante pour que des tendances divergentes s'en réclament en s'opposant. Entre nous, les désaccords demeurent singulièrement vifs — mais aucun d'entre nous n'a cherché à s'abriter derrière l'évocation de notre vieux guide. Nous attendons tous avec la même sérénité, le dépouillement d'archives qui appartiennent à l'histoire. Et nous demeurons tous également fidèles à sa mémoire, en conservant notre revue, non malgré nos désaccords, mais pour que nos désaccords puissent librement s'exprimer.

Nous savons avec certitude que l'œuvre de Monatte — encore et toujours actuelle — demeurera édifiante pour ceux qui viendront après nous.

Le testament de Monatte, c'est peut-être le texte

qu'il a consacré en 1956 au cinquantième de la Charte d'Amiens, publié en préface de la première brochure de l'Union des Syndicalistes. Ce n'est pas l'expression d'idées définitives, une sorte de catéchisme invariable. C'est une sévère revue des défaillances et des faillites qui ont marqué de 1906 à 1956 l'affaiblissement du syndicalisme et du mouvement ouvrier.

On a crié au pessimisme. C'est que Monatte a toujours ignoré le doux ronronnement de l'apaisante béatitude. Ce qu'il appelait c'est la saine réaction dure et peu spectaculaire : « Au lieu de confier à d'autres, politiciens ou technocrates, la défense de ses intérêts présents, que le travailleur français s'en charge donc lui-même. Reste à savoir s'il en est capable. »

Cette ultime leçon de Monatte s'applique à la grande tâche de « faire une monde sans exploitation ». Elle vaut aussi, plus modestement, pour notre R.P.

Celle-ci tente — et ce numéro en apporte encore la preuve — de tirer les leçons de toutes les expériences vécues : les deux guerres, la Révolution russe, la fin du colonialisme... et aussi les nationalisations, la Sécurité sociale, les comités d'entreprises — pour reprendre les sujets énumérés par Monatte dans cette préface.

Mais quelles que soient les conclusions de nos études, tout est subordonné à l'interrogation dernière de Monatte :

« Une nouvelle génération de militants — militants d'ateliers, militants syndicaux — est-elle capable de naître et de se rassembler ? »

Pendant leurs vacances, que nos lecteurs et nos amis méditent sur cette question. Et qu'ils en profitent pour assurer le rayonnement de la R.P., qui seule peut actuellement — malgré ses insuffisances — maintenir la pensée de Monatte et les hautes valeurs morales qu'il a servies, toute sa vie.

ANNIVERSAIRE

Que Pierre Monatte nous ait quittés depuis deux ans, c'est là une idée qui nous est assez étrangère à nous, historiens sociaux qui avons la responsabilité de sa bibliothèque et de ses archives et qui passons nos jours à étudier l'histoire ouvrière. Par ses écrits et par ce qu'il a rassemblé, Monatte demeure, bien vivant, à nos côtés.

L'audience d'un militant tient souvent moins, de son vivant, à sa valeur propre qu'aux échos, assez artificiels, qu'il éveilla. Au lendemain de sa mort, ces échos s'apaisent, puis l'homme prend place, sa place exacte, parmi ceux qui ont marqué leur temps. Monatte, de son vivant, n'a bénéficié d'aucune publicité de mauvais aloi. Boycotté, il n'a connu qu'une audience restreinte. Pour l'avenir, nous n'avons aucune crainte. Il aura sa place, celle « d'un bon ouvrier dans l'atelier des luttes sociales ». Déjà on s'intéresse à lui en dehors du groupe de ses amis et, ces jours derniers, on nous faisait savoir que tel historien soviétique, spécialiste de l'histoire ouvrière française, désirait être informé de ce que représentaient les archives Monatte. L'hérétique aura place dans l'histoire ouvrière française et internationale et cette place sera plus grande sans doute, plus honorable certainement, que celle de beaucoup qui crurent possible de retrancher des vivants, au figuré et parfois au propre, ceux qui dérangeaient leurs changeantes stratégies.

En attendant le jugement de l'histoire, peu à peu s'organise ce que nous a laissé Monatte. La bibliothèque est inventoriée et un catalogue de 200 pages offre dès aujourd'hui aux chercheurs la masse de ces imprimés : livres, brochures, comptes rendus, périodiques qui nous entouraient autrefois dans le petit bureau de Vanves. Ils ont perdu, certes, aujourd'hui la chaleur humaine qui tenait à la présence de Pierre Monatte ; ils sont devenus de froids instruments de travail, classés et étiquetés, mais ce sont eux néanmoins qui donneront demain à l'historien la possibilité de recréer le passé.

Et puis il y a les archives dont on trouvera une pièce en annexe. Compte tenu des moyens dont nous disposons, il faudra des années pour qu'un inventaire définitif soit dressé. Du moins un premier classement a-t-il permis de diviser les documents en deux grandes séries qui se présentent ainsi :

I. — 32 cartons composés de dossiers que Pierre Monatte constituait sur les sujets qui l'intéressaient. Ils sont, le plus souvent, composés presque exclusivement de coupures de presse, de tracts et de brochures. Quelquefois s'y ajoutent quelques notes, citations et références.

II. — 24 cartons de manuscrits en cours de classement. Mais la richesse même des documents rend ce classement long et minutieux.

Il y a là essentiellement la correspondance reçue par Monatte, tout au long de sa vie, ainsi que certaines copies des réponses qu'il faisait à des lettres particulièrement importantes.

Pour certains cas, il apparaît préférable de grouper les lettres par auteur : par exemple ont pu être constitués des dossiers groupant la correspondance d'A. Thierry, de M. Martinet, de Merrheim, de G. Dumoulin, d'E. Berth, de Maxime Leroy, d'A. Rosmer, etc.

Dans d'autres cas il a semblé plus logique de grouper la correspondance et les notes par

sujets. Les dossiers les plus riches concernent les périodes de pleine activité de Pierre Monatte :

- les grèves du Nord de 1908
- la Vie Ouvrière de 1909-1914
- la guerre de 1914-1918
- la scission de 1921
- l'exclusion du Parti Communiste 1924
- la crise du Parti Communiste
- la fondation de la Révolution Proletarienne
- l'évolution du mouvement syndical 1925-1939.

D'autre part, pendant presque toute sa vie, Pierre Monatte a consigné dans des cahiers notes et réflexions. Il y a ainsi une cinquantaine de cahiers dont les plus copieux sont postérieurs à 1950. Pierre Monatte y a noté, au jour le jour, ses visites, sa correspondance, etc.

A propos des archives, nous voudrions présenter deux remarques.

Certains lecteurs de la R.P. se souviennent que l'idée fut émise d'une Société des Amis de Pierre Monatte. La Société ne fut pas constituée avec statuts et présidence mais elle existe, très concrètement, dans la mesure où elle vit dans nos cœurs. Un de ses buts essentiels était de servir la mémoire de Monatte en enrichissant ses archives par le versement de sa correspondance. Des dizaines de lecteurs de la R.P. possèdent des lettres de Monatte. Nous nous permettons de lancer un appel pressant pour qu'ils versent ces lettres au fonds Monatte, sous la forme de copies s'ils ne veulent pas se dessaisir aujourd'hui des originaux, mais en prenant toutes dispositions pour que ceux-ci rejoignent un jour le fonds. Certains souriront peut-être et pourtant nous pourrions les entretenir de tel militant décédé il y a quelques mois et qui avait cru régler son héritage intellectuel. Sa femme est morte il y a quinze jours et la descendance se soucie peu aujourd'hui d'assurer la conservation des « vieux papiers » dont le militant avait pourtant cru assurer la survie. Bref, il faut sauver pendant qu'il en est temps tous les écrits de Monatte et les sauver c'est, nous le répétons, les remettre à l'Institut français d'Histoire sociale (1) et, en attendant inventaire, à Chambelland-Maitron, personnellement responsables. Nous précisons à ce sujet que nulle indiscretion n'est à craindre. Historiens, nous appliquons, comme il est d'usage en France, la règle des cinquante ans d'âge, de telle sorte qu'aucun document n'est aujourd'hui communicable sans examen s'il est postérieur à 1912. Toute garantie sera donc donnée aux détenteurs de lettres qui pourront d'ailleurs, en les versant, formuler une clause restrictive concernant tel ou tel document.

Seconde remarque qui concerne l'utilisation, déjà en cours, de ces archives. L'année prochaine ou dans deux ans au plus tard, Mme Kriegel qui, l'année dernière, présenta ici même « les archives Monatte pour la période 1914-

(1) Beaucoup de lecteurs de la R.P. ignorent sans doute que l'Institut publie une revue, *Le Mouvement Social*, qui, bien que conçue pour historiens, n'en intéresse pas moins les militants. Nous sommes à leur disposition pour leur faire adresser un spécimen gratuit. Il leur suffira d'en faire la demande à C. Chambelland ou à J. Maitron, aux bons soins de la R.P.

1918 » soutiendra sa thèse de doctorat sur l'histoire du mouvement ouvrier en France au lendemain de la Grande Guerre. Pour l'élaboration de cette thèse, furent utilisés certains documents laissés par notre ami. Par ailleurs, l'Institut songe à publier un « Cahier » consacré au mouvement ouvrier et la Première Guerre Mondiale qui consisterait avant tout dans la présentation de documents inédits empruntés aux archives de la Préfecture de Police et aux fonds de l'Institut, le fonds Monatte en particulier.

Nous tiendrons, bien entendu, les lecteurs de la R.P. au courant de ces publications.

On nous excusera d'avoir placé sous le signe de l'Histoire ce second anniversaire de la mort de Monatte. Ce faisant nous ne songeons pas à inciter au refuge dans la trop fameuse tour d'ivoire. Evoquer Varlin ou Pelloutier n'est pas renoncer. Et qui a connu Pierre Monatte, dira que c'est une leçon d'optimisme qui, en premier lieu, se dégage de sa vie militante.

Colette CHAMBELLAND et Jean MAITRON.

DEUXIÈME LETTRE AUX MEMBRES DU PARTI COMMUNISTE⁽¹⁾

Nous voilà exclus, chassés du Parti. Un conseil de guerre a été réuni brusquement, extraordinairement afin que le congrès national se trouve en face d'un fait acquis, d'une condamnation définitivement prononcée. Depuis, chaque matin, *l'Humanité* nous exclut une nouvelle fois. Bientôt toutes les fédérations, toutes les cellules nous aurons proclamés indignes d'appartenir au Parti.

Cette unanimité n'est qu'apparente. L'un de nos procureurs généraux a été contraint de l'avouer et d'écrire qu'il y dans les rangs du Parti et parmi les sympathisants bon nombre de camarades qui regrettent le départ de Monatte ».

Bon nombre de camarades, en effet, ont été hostiles à notre exclusion. Le restant ne l'a pas comprise. Autrefois quelqu'un a dit de l'Autriche qu'elle se composait de deux grands partis, les intimidés et les complices. On peut en dire autant du Parti communiste français. Les intimidés sont infiniment plus nombreux que les complices, mais ils ont moins de gueule et davantage le souci du Parti. Ils subissent en silence ce qu'il plaît aux détenteurs de l'appareil du Parti de leur faire subir. Cette intimidation réussira-t-elle longtemps ?

Certains camarades estiment que nous avons eu tort de publier notre première lettre aux membres du Parti et que nous avons ainsi donné à nos adversaires un prétexte valable pour nous exclure. « Je suis d'accord avec tout ce que vous dites dans la lettre, nous a déclaré l'un d'eux, mais vous n'auriez pas dû la publier. »

En publiant notre première lettre, nous n'avons commis ni un acte d'indiscipline, ni un acte fractionnel, ni, à plus forte raison, un acte contre le Parti, contre l'Internationale et contre la classe ouvrière. Nous le démontrerons.

Quant à notre exclusion, elle n'a pas été provoquée par la publication de la première lettre. Elle était décidée depuis longtemps. Le 21 septembre dernier, à la conférence des secrétaires fédéraux, le sieur Cadeau ne disait-il pas, le doigt pointé vers nous : « Vous qui êtes presque en dehors du parti... » Donc, trêve d'hypocrisie. Depuis le V^e congrès mondial, notre exclusion se tramait dans l'ombre.

ACTE D'INDISCIPLINE ?

Nous n'avions pas le droit, paraît-il de publier une brochure sans l'autorisation de la Direction du Parti. En prenant ce droit, nous aurions commis un acte d'indiscipline.

C'est-à-dire voyons s'il était possible d'attendre de cette Direction l'autorisation de publier notre première lettre aux membres du Parti. Elle gardait depuis près de deux mois dans ses tiroirs notre lettre du 5 octobre et elle aurait consenti à nous donner l'autorisation de publier la seconde ? Vous voulez rire.

Mais il y a mieux. Quelques mois auparavant,

une histoire était arrivée à Louzon. Un livre de lui, *l'Economie capitaliste*, sorte d'initiation au marxisme, avait été accepté par le service des éditions du Parti. Le volume était composé. Un jour, de passage à Paris, Louzon va trouver Calzan pour lui demander si la composition est avancée. Calzan lui répond qu'elle est prête et qu'il recevra d'un jour à l'autre les épreuves à corriger. Dans le bureau de Calzan, un inconnu se présente à Louzon : « Je suis le camarade Jean. » Louzon lève les bras. « Ah ! C'est vous le phénomène ! » Stupeur dudit Jean. Louzon : « Eh bien ! oui là, le phénomène aussi prétentieux que stupide et stupide que prétentieux. » Louzon n'avait fait que traduire l'opinion commune des camarades des Alpes-Maritimes, du Var et des Bouches-du-Rhône qui avaient eu quelque temps auparavant l'occasion de juger les équipées du camarade Jean.

Qu'avait-il fait là ! Peu après, son livre était proclamé non-marxiste. Pauvre Louzon que, depuis vingt ans, nous trouvions trop marxiste. Il lui avait suffi de manquer de respect au camarade Jean pour que la composition de son livre enfin prête fût jetée au plomb et pour que Lesnard, qui confond tout naturellement marxisme et social-démocratie déclarât, à la conférence des secrétaires fédéraux, que Louzon n'était pas marxiste.

Voyons les faits. Voilà dans quelles conditions, au moment où un congrès national était convoqué, où les membres du Parti étaient appelés à discuter sur son ordre du jour, où quotidiennement un son de cloche se faisait entendre, nous avons essayé d'en faire entendre un autre. Nous avons répondu à des attaques, non pas publiquement, mais d'abord dans une lettre adressée au comité directeur. Le secrétariat n'a pas même daigné en donner connaissance au comité directeur. Quand nous avons demandé la publication de cette lettre dans la presse du Parti — nous n'étions pourtant pas exigeants, nous nous contentions de sa publication dans le *Bulletin communiste* au lieu de *l'Humanité* où nous étions journellement insultés — on nous a opposé un premier refus, puis sur nos instances on nous a fait des promesses qui n'ont pas été tenues. Si bien qu'à la fin novembre notre lettre au comité directeur du 5 octobre restait étouffée.

En parlant directement au Parti, en publiant la première lettre aux membres du Parti, nous n'avons fait qu'user du droit de tout membre du Parti à se défendre contre d'injustes attaques et à discuter l'ordre du jour du congrès du Parti.

(1) Une première Lettre, signée Monatte, Rosmer, Delagarde parut en brochure. La seconde Lettre, signée par les mêmes, fut publiée dans le premier numéro de la R.P., en janvier 1925. Le texte que nous présentons, dû à la seule plume de Monatte, est celui qui servit de base en vue de la rédaction définitive. Il est inédit.

Nous n'avons pas besoin d'invoquer notre qualité de membres du comité directeur, celle de simples membres du Parti suffit à nous assurer ce droit de discussion à la veille d'un congrès.

Ceux qui se sont rendus coupables d'un acte d'indiscipline, ce sont ceux qui ont gardé notre lettre au comité directeur pendant deux mois dans leur tiroir. Ce sont ceux qui ont violé nos droits certains, qui ont craint l'expression de nos idées et nous ont fermé les colonnes de la presse.

S'ils s'imaginaient parvenir à nous baillonner, ils s'illusionnaient. Nous sommes de ceux qu'on baillonne difficilement. S'ils croyaient faire retomber sur nous le reproche d'un acte d'indiscipline, ils se sont trompés. Il est clair que cet acte d'indiscipline retombe sur eux. Les indisciplinés sont à la tête du parti.

Quelle que soit la sanction prise contre nous, il n'en reste pas moins que nous avons simplement, strictement et même tardivement, usé du droit de discuter à l'intérieur du Parti, droit qui appartient ou doit appartenir à chacun de ses membres.

Notre véritable crime est d'avoir mal parlé de l'appareil du Parti. Nous ignorions qu'il existait quelque article dans les statuts prévoyant des sanctions contre le crime de lèse-majesté.

ACTE FRACTIONNEL

En demandant aux camarades qui partagent notre point de vue de nous aider à couvrir les frais d'impression de cette lettre et de celles qui devraient suivre, car nous nous proposons d'examiner dans une série de lettres successives les questions les plus importantes du congrès, nous aurions fait acte de fraction. Et chacun sait que les fractions sont interdites à l'intérieur du Parti.

Mais comment aurions-nous pu couvrir ces frais que nous occasionnait la fermeture de la presse du Parti ? Nous n'avons pour vivre que notre salaire d'ouvriers. Nous nous sommes tournés vers nos camarades. Ils ne nous ont pas trop mal répondu.

Rien ne permet, hélas ! de dire que nous avons constitué la fraction de la « gauche ouvrière ». Nous avons eu le grand tort de ne pas la constituer. Nous nous y sommes même refusé, prenant au sérieux les recommandations de l'Internationale. Pourtant, il n'est guère de fédération du Parti où n'existe à l'état latent un conflit entre l'esprit ouvrier et l'esprit politicien, même quand l'esprit politicien est recouvert d'une couche de mauvais blanquisme.

Nous ne l'avons pas fait, nous n'avons pas voulu le faire. Mais d'autres ne se sont pas gênés pour organiser leur tendance et, détenant l'appareil du Parti, s'en servir dans un intérêt de fraction, pour assouvir des haines, haines de fraction et poursuivre non les objectifs du Parti mais ceux de leur fraction. Ils sont aujourd'hui les maîtres tout-puissants du Parti. Puissent-ils se contenter de le ridiculiser en en faisant une caricature de parti. Puissent-ils ne pas le saboter à fond et pour toujours.

Nous avons connu d'autres Treint et d'autres Suzanne Girault, jadis, dans les C.S.R. Ils s'appelaient Besnard et Verdier. Ils avaient constitué eux aussi leur franc-maçonnerie occulte, conclu entre eux un pacte. Ils ont miné les C.S.R. comme Treint a miné le Parti. Un beau jour, ils en furent les maîtres tout-puissants. Mais, de ce jour, data l'agonie des C.S.R. Puisse le Parti être plus heureux.

Ainsi, on le voit, notre lettre de fin novembre n'est pas la cause, mais le mauvais prétexte de notre exclusion puisque celle-ci nous était déjà annoncée dès septembre, à la conférence des secrétaires fédéraux. L'attribuer à un acte d'indiscipline ou à un acte fractionnel est pure hypocrisie.

LES RAISONS PROFONDES

Mais qu'y a-t-il donc au fond de ce grave conflit, derrière tous ces faux prétextes ?

Nous nous le sommes demandé souvent. Longtemps nous avons pensé qu'il n'y avait qu'un désaccord secondaire sur la manière de comprendre l'organisation, entre gens ayant le sens et le respect de l'organisation et entre gens regardant l'organisation comme un instrument passif entre leurs mains. Mais nous avons dû constater qu'il y avait cela et autre chose de plus important encore.

Sur trois points capitaux, nous nous séparons des Treint et des Suzanne Girault : 1) sur la conception du Parti ; 2) sur les perspectives révolutionnaires ; 3) sur le léninisme ou ce qu'ils appellent ainsi.

LA CONCEPTION DU PARTI

Leur conception du Parti est fondée sur le mépris de la « masse », masse ouvrière d'une part, masse du Parti de l'autre. Toute la tactique qu'ils imposent au Parti consiste non point à développer la conscience de classe du prolétariat, mais à faire le plus possible de béni-oui-oui et de lèche-culs. Comme cependant on a besoin de la masse, on veut la faire marcher par le « bourrage de crânes ».

Nous, au contraire, nous pensons que de tels hommes ne seront jamais des révolutionnaires, qu'un tel parti claquera dans la main au premier coup dur, qu'il faut faire des consciences et non des réciteurs de catéchisme, si l'on veut préparer réellement la Révolution.

Le Parti communiste français n'est encore ni à l'avant-garde, ni l'élite du prolétariat de ce pays. Il devrait tendre à l'être. Mais pour cela avant de s'enorgueillir de ses chevrons, il y a à les mériter, à les gagner dans les combats prolétariens.

Vouloir à tout prix diriger, commander n'est-ce pas le droit naturel de la petite bourgeoisie ? N'est-elle pas créée et mise au monde pour dominer, commander et mépriser les ouvriers ? Treint et Suzanne Girault sont des produits caractéristiques de la petite bourgeoisie ; ils n'ont rien de commun avec la classe ouvrière. L'un d'entre eux disait un jour qu'il se laisserait mourir de faim plutôt que de se faire cuire un œuf. Evidemment, c'est le sort de la classe ouvrière de cuire les œufs et le pain de l'humanité tout entière. Elle sert, les autres classes commandent et vivent en parasites. Mais la classe ouvrière entend travailler et non servir ; elle entend commander elle-même un jour à l'usine et dès aujourd'hui dans son parti et dans la lutte pour son émancipation.

Le syndicalisme de 1906 n'avait pas établi de catéchisme répondant à toutes les questions passées, présentes ou à venir. A chaque problème nouveau, il fallait chercher la solution nouvelle. A chaque jour sa tâche. A chaque revendication son effort. L'important c'était de ne pas permettre que la classe ouvrière soit roulée, c'était que l'intérêt ouvrier soit affirmé d'abord et avant tout.

Si la classe ouvrière laisse les partis prendre le pas sur le syndicat, si elle répond aux appels des partis plutôt qu'à ceux des syndicats, cela peut tenir à ce que ceux-ci l'ont déçu, mais cela peut tenir aussi à ce qu'elle se figure pouvoir obtenir satisfaction avec moins de peine, sans lutte par le seul fait de bien voter ou de processionner en masse.

Pierre MONATTE.

LA TOMATE DU NÉO-CHAUVINISME KHROUCHTCHEVIEN !

En publiant en janvier dernier notre étude : la fabrication du danger allemand, nous avons heurté certains de nos amis, étonné, lassé ou ennuyé un grand nombre d'autres. Les plus indulgents nous reprochaient « d'armer un canon pour tuer une mouche ». Il leur apparaissait que nous exagérons une « germanophobie » à laquelle le peuple français en sa grande majorité demeurait imperméable. Et notre conclusion résumée en son intertitre : la haine de l'Allemagne, arme principale de Khrouchtchev leur semblait outrance polémique, grossière et fautive simplification...

Il est vrai que cette formule appelait un complément. Cette haine n'exprimait pas les sentiments du dictateur russe; ni son arrière-pensée politique. Il s'agissait d'un moyen d'action localisé dans l'espace et dans le temps. Réveiller, exciter la bochophobie française, afin d'aboutir à un double résultat : rupture de l'entente franco-allemande, retour ensuite à la vieille politique de Bismarck d'union du totalitarisme russe et de la réaction allemande, dont le pacte Hitler-Staline de 1939 fut la dernière manifestation historique. Alors, les khrouchtcheviens français, comme en 1939 et en 1940, appliqueront le mot d'ordre de fraternisation franco-allemande, même s'il s'agit — comme en juin 1940 — d'une offre de collaboration formulée par les dirigeants communistes aux autorités allemandes d'occupation (1).

Nos amis ont-ils rectifié leur jugement, à la suite des manifestations khrouchtchevo-« bochophobes » et ultra-nationalistes de ces derniers jours ? On n'en est pas certain. Et la tomate qui frappa le 3 juillet le pare-brise de l'auto portant Adenauer leur parut peut-être aussi réjouissante que celles lancées à Guy Mollet à Alger, le 6 février 1956. En six ans, des projectiles moins... « drôles » suivirent les tomates algériennes, pendant une guerre atroce. La tomate parisienne de juillet 1962 pourrait aussi annoncer d'autres trajectoires.

LE FOURRIER DE LA DEMOCRATIE... DIRIGÉE !

Le 3 juillet, *Libération* portait cette manchette : Adenauer a raté son entrée à Paris : de Gaulle ne sort plus sans sa Bonn. Elle nous annonce que « place Denfert-Rochereau, où le lion de pierre commémore la défense de Belfort, on cria : « Assassins ! Cradour ! Adenauer à la porte ! ». Marcel Fourrier (2) donne le ton en son leader : la réception d'Adenauer constitue « en vérité une offense

(1) Auguste Lecœur, aujourd'hui directeur de la « Nation socialiste », qui fut secrétaire du Parti communiste jusqu'en 1954, dans une brochure publiée en 1955, en réponse à Jacques Duclos, confirme que le 25 juin 1940, Maurice Tréand, accompagné par Jean Catelas, député de la Somme, et M^e Foisin, avocat, a demandé au conseiller d'ambassade allemand Turner, d'autoriser la réparation de « l'Humanité ». Le matin de sa démarche, Tréand et Mme Ginollin, plus tard, député communiste, arrêtés par la police française, avaient été libérés sur l'ordre des autorités allemandes. L'affaire a été évoquée à l'Assemblée Nationale en décembre 1947. La « R.P. » a publié le compte rendu des débats.

(2) Fourrier, que j'ai connu en 1920 était déjà permanent de « Clarté ». Ce médiocre journaliste depuis quarante-deux ans — phénomène presque unique — ne s'est jamais tenu en marge de la presse officielle du Parti que pour mieux servir les intérêts de Moscou. Il est assez averti pour ne pas « penser » ce qu'il écrit et trop roublard pour écrire ce qu'il pense.

aux sentiments patriotiques du peuple français... C'est une provocation et un non-sens. Elle dessert les intérêts de la France et compromet la paix... Il n'y aura de véritable rapprochement franco-allemand, de véritable coopération européenne, qu'après le règlement définitif du problème allemand, la fixation des frontières allemandes et surtout le désarmement de l'Allemagne, point de départ d'un désarmement général et contrôlé... Refaites d'abord la démocratie en France et en Allemagne... et puis faites la Paix. »

L'Humanité du 3 juillet n'était guère plus violente. Elle affirmait que la suite d'Adenauer comprenait un ex-nazi dont elle publiait la photo. Il s'agissait en réalité d'un adjoint au ministre des Affaires étrangères, neveu d'un militant antinazi assassiné dans un camp d'extermination... Alors, le 4 juillet, l'ignoble torchon s'excusait en ces termes :

« Devant l'émotion suscitée par l'annonce de sa venue... le nazi a été retiré de la suite du chancelier... »

Et l'on a fait donner les filiales... dont les étiquettes varient selon les besoins de la cause... des mouvements juifs, les « fils et filles des victimes » (3)... « l'Association de Buchenwald-Dora... » Attention ! Il s'agit des rescapés et... des familles de disparus. Les familles c'est moins précis que les « fils et filles ». Des cousins éloignés... des neveux par alliance appartiennent aux familles. Quant aux fils... ne pourrait-on leur demander quel âge ils avaient en 1945, il y a dix-sept ans... Cette fameuse association affirme que « tout ce que l'Allemagne nazie a connu de criminels de guerre occupe les plus hauts postes de direction dans l'Allemagne de Bonn » (*Libération* du 3-7-62). Voilà une affirmation péremptoire. Ces mêmes familles des victimes qui connaissent parfaitement la biographie de tous les ministres et fonctionnaires allemands sont également compétentes en matière de politique internationale : « La République de Bonn est le seul Etat européen à émettre des revendications territoriales... »

Cueillons encore dans cette proclamation que l'évocation — ignoble sacrilège ! — des martyrs de Buchenwald-Dora devrait rendre indiscutable... « qu'Adenauer est accompagné de Globke, l'homme qui a envoyé à la mort des millions de juifs ». Or, Globke n'accompagnait pas le chancelier — et ses accusateurs les plus féroces l'incriminent d'avoir collaboré à la rédaction des lois raciales et non d'avoir participé à l'extermination des juifs... « Parmi les humiliations infligées aux morts et au peuple français tout entier, il y a la visite de Reims... ville martyre. » (?)

Il est indéniable que le parti khrouchtchevien a recruté des complices et des dupes parmi les représentés plus ou moins qualifiés des associations de déportés, de résistants, d'anciens combattants, d'anticracistes... Le Monde du 6 juillet rend compte d'une manifestation organisée la veille et qui aurait rassemblé 2.000 personnes dans la cour du mémorial juif, rue Geoffroy-l'Asnier. Organisée par qui ? Par la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme... Seulement, le lendemain, un petit com-

(3) On a connu pendant la guerre de 1914-1918 l'Association des pères et mères des morts pour la patrie... et après la guerre celle des Fils des tués... L'une violemment jusqu'aboutiste, l'autre violemment réactionnaire. Cette utilisation politique de cadavres mériterait un couplet supplémentaire à la féroce et savoureuse chanson de Brassens sur les « funérailles d'antan » !

munié, si discret qu'il fallait un hasard heureux pour le trouver, précisait que la **L.I.C.A. non seulement n'avait pas participé à cette organisation, mais encore que les deux crypto-khrouchtcheviens indiqués par « le Monde » de la veille comme président et secrétaire général de la L.I.C.A. ne la représentaient pas et n'en étaient même pas membres.**

L'Express dont nous avions dénoncé les campagnes insidieuses en janvier dernier n'a pas soutenu la campagne des agents de Moscou. Elle présente Adenauer (n° du 5-7-62) comme un Allemand anti-prussien, opposé depuis longtemps à la politique bismarckienne d'alliance avec la Russie. C'est une explication tendancieuse qui rétrécit singulièrement la vérité historique. Mais enfin c'est en contradiction avec la thèse communiste. Seulement un dessin de Jean Eiffel — dont le crayon fut souvent taillé dans les antichambres du Kremlin — sert fort utilement la propagande khrouchtchevienne. Sous le titre : **Fantômes à vendre...** on représente derrière un Adenauer en plein, les silhouettes esquissées de Hitler, Guillaume II, Bismarck et Frédéric II...

MANIFESTATIONS POPULAIRES LEGITIMES

Tout cela n'est pas nouveau. Nos amis peuvent en sourire. Des militants révolutionnaires ont sans doute jugé normale cette hostilité à un politicien clérical, comme d'autres, il y a quelques années, approuvaient par principe les manifestations contre un général américain. Malheureusement, ce n'est pas le goupillon ou le sabre qui ont provoqué les ordres staliniens d'hier et khrouchtcheviens d'aujourd'hui. **C'était l'Américain, hier — l'Allemand, aujourd'hui.**

Certes, le peuple parisien a spontanément, dans le passé, exprimé sa colère contre les représentants de puissances étrangères. Par solidarité internationale ! Par exemple, l'assassinat de Ferrer en 1909, celui de Sacco et Vanzetti en 1927 justifiaient de telles manifestations. Encore se gardait-on d'étendre aux peuples la responsabilité des crimes commis par les gouvernements et les juges. En 1920, lors d'une manifestation au Trocadéro contre les pogroms perpétrés en Pologne, la généreuse Séverine adjurait le public de ne pas prolonger la légitime indignation, en haine du peuple polonais. En 1948, lors du congrès d'Issy-les-Moulineaux, des Etats-Unis socialistes d'Europe — dont le regretté Marc Pivert fut l'animateur — des représentants du socialisme polonais avaient protesté contre la présence de socialistes allemands. Ce qui amena à la tribune le délégué du **Bund (parti socialiste juif)** proclamant par delà les monstrueux crimes hitlériens, la fraternité des travailleurs allemands et juifs. Quelle admirable leçon d'internationalisme et d'équité !

Ces traditions, nous les avons oubliées, lorsque Khrouchtchev vint en France. L'assassin des révolutionnaires hongrois n'a entendu aucun cri hostile, n'a pas même reçu de tomates. Notre prudence à cette époque a encouragé l'imposture et le cynisme des manifestations contre Adenauer, que rien ne justifiait. Car le chancelier représente un pays où non seulement les révolutionnaires ne sont pas persécutés, mais qui a accueilli les victimes des persécutions commises en Allemagne orientale par les agents de Khrouchtchev. Dans la république de Bonn, le mouvement ouvrier est libre et les syndicats y mènent une action sans doute insuffisante mais au moins aussi efficace que celle de nos syndicats. Dans l'Allemagne d'Ulbricht, les ouvriers, privés de toute possibilité légale de revendication, subissent une police politique plus dense que celle d'Hitler — et peuvent être astreints au travail forcé. Le mur de la honte élevé à Berlin porte les éclaboussures du sang des martyrs abattus lorsqu'ils tentèrent d'échapper à l'enfer totalitaire. Et 50.000 ouvriers de Berlin-Est arrachés à leurs usines de Berlin-Ouest ne connaîtront pas le chômage, car les autorités de Pankov leur imposent un régime de déportation analogue à

celui appliqué en France, pendant l'occupation par l'Organisation Todt...

L'ALLEMAGNE REVANCHARDE

On pouvait sans doute critiquer la solennité de la réception du chancelier. En accordant au chef d'une majorité politique, les honneurs dus à un chef d'Etat — qui formellement et officiellement représente tout un peuple — De Gaulle a voulu assurer son prestige en France et en Europe. L'alliance franco-allemande apparaît comme conditionnée par un accord personnel entre deux hommes providentiels. Manœuvre de grand style qui favorise les opérations khrouchtcheviennes. Et qui voile la réalité profonde. Car le grand parti d'opposition : la Social-Démocratie allemande — revenue de ses illusions neutralistes — semble maintenant soutenir une politique plus solidement européenne que celle du couple olympien (4). Si Adenauer est partiellement et implicitement désavoué, c'est par la minorité de sa majorité : le parti libéral, **expression du patronat industriel, qui regarde vers les marchés orientaux, avec d'autant plus de complaisance que là-bas la classe ouvrière subit les contraintes de l'étatisme et qu'il n'y a pas à craindre, comme au sein de l'Europe des Six, la pression de syndicats capables d'actions parallèles et solidaires.**

Lorsque Marcel Fourrier parle de réaliser la démocratie en Allemagne et en France, il ne se trompe certainement pas. Il s'agit de « démocratie populaire », comme en Allemagne orientale, c'est-à-dire de la suppression de toute liberté ouvrière.

Quant aux « revendications territoriales » de l'Allemagne, elles n'ont jamais été formulées par le gouvernement de Bonn. Les démocrates authentiques restent attachés à l'autodétermination pour tous les peuples. **Des élections libres dans toute l'Allemagne, un traité de paix impliquant l'égalité des participants et le droit de tous les peuples, et particulièrement de ceux de territoires contestés, à disposer librement d'eux-mêmes. Un désarmement général aboutissant automatiquement au désarmement allemand.** Ce sont là des solutions trop simples pour que Moscou les accepte. En attendant, il n'existe en Allemagne occidentale aucune propagande revancharde, digne d'être notée. Au moins que l'on ne classe tout simplement parmi les bellicistes et les criminels de guerre ceux qui pensent — selon l'**Humanité** du 4-7-62 — à dresser « l'Europe unie en face de l'**U.R.S.S.** ». Criminels de guerre sans nul doute ceux qui ne veulent pas céder aux menaces de Moscou, comme l'étaient les résistants français, rebelles aux ordres de Pétain, de Laval... et de Hitler !

MILITARISME ET POST-NAZISME

Mais nous entendons respecter la vérité, même si elle nous gêne. Le Fourrier du khrouchtchevisme a raison ! On ne peut nier la renaissance du militarisme allemand. La note soviétique du 10 mars 1952 reconnaissait explicitement à l'Allemagne le droit de créer « une armée nationale » et de fabriquer du matériel et de l'équipement militaires. Ce n'était pas une anticipation à cette époque. C'était la consécration d'un fait accompli.

En Allemagne soviétique, le 3 juillet 1948, on créait le Kaserniere Volkspolizei dont l'inspecteur général Heinz Hoffmann proclamait : « **Nous ne sommes pas des policiers, mais des soldats qui combattent aux côtés de l'armée soviétique.** » Tandis que de 1950 à 1955 on discutait des possibilités

(4) La presse a publié une déclaration commune des partis socialistes de France et d'Allemagne, dont le style reste trop officiel à notre sens ; mais qui a l'avantage de proposer l'entente des deux peuples dans le cadre d'une alliance de tous les peuples libres. La social-démocratie allemande apparaît aujourd'hui comme la formation politique la plus attachée à l'Occident.

d'une armée de défense européenne et que c'est seulement après le rejet de celle-ci par le Parlement français (31-8-54) que l'on envisagea le recrutement en Allemagne fédérale de 6.000 volontaires au maximum — on avait formé en Allemagne soviétique les cadres d'une armée qui comptait déjà **85.000 soldats, 9.000 marins et 7.500 aviateurs.**

Cette année, l'armée allemande fédérale compte moins de 400.000 hommes. Le **Journal de Genève** et le **Monde** du 4-8-61 dénombraient l'année dernière en Allemagne soviétique plus d'un million de soldats et de membres d'organisations paramilitaires, « encadrés par d'anciens officiers du Troisième Reich »... avec en marge la préparation militaire des garçons et des filles depuis l'âge de douze ans. (Notons que l'Allemagne orientale compte 17 millions d'habitants contre plus de 50 millions en Allemagne occidentale.)

Une savoureuse histoire ! Afin de protester contre le militarisme « revanchard » de Bonn, un jeune Allemand objecteur de conscience de l'Ouest franchit le rideau de fer. Appelé à rejoindre... l'armée « socialiste » (! ?), il se lamente et ce Gribouille d'outre-Rhin écrit à Ulbricht que s'il était resté à l'Ouest, **il jouirait légalement du privilège de ne pas être incorporé dans une unité combattante !**

Les fourriers de la démocratie... dirigée, les juifs de la brigade des huées spontanées ont encore raison sur un autre point. Les ex-nazis occupent une place importante en Allemagne. C'est que dans la même note soviétique du 20-3-1952, Staline précisait : « **Les droits civiques et politiques doivent être accordés à égalité avec tous les autres citoyens allemands, y compris les anciens militaires de l'armée allemande, y compris les officiers et les généraux ; à tous les anciens nazis — exception faite de ceux qui purgent des peines pour des crimes par eux commis (5) — afin de leur permettre de participer à l'édification d'une Allemagne démocratique et pacifique.** »

Là encore, consécration du fait accompli. En Allemagne soviétique, on avait déjà constitué à l'Assemblée du peuple, des partis formés d'anciens nazis dont les candidats figuraient sur les listes uniques aux côtés de communistes avoués ou camouflés.

Il est vrai qu'il subsiste de nombreux ex-nazis dans toutes les administrations de l'Allemagne fédérale. Et pour cause ! Le régime hitlérien a obligé tous les fonctionnaires à adhérer au parti unique. Ces gens n'ont été nazis que par nécessité alimentaire et ils ne sont employés par le gouvernement que parce qu'ils ont jeté l'uniforme qu'on leur avait imposé ou parce qu'ils dissimulent plus ou moins soigneusement leur loyalisme d'hier.

En Allemagne soviétique, **c'est au contraire parce qu'ils furent des nazis dociles et efficaces que l'on emploie à des postes de confiance certains person-nages d'autant plus obéissants que leur passé est plus lourd (6).**

(5) Il s'agit donc bien des exécutants des crimes... ce qui semble exclure les inspireurs ou les chefs ayant ordonné ces crimes. La formule reste cependant assez vague pour que le chef soit acquitté ou condamné selon son obédience.

(6) En 1948, l'administration militaire soviétique autorise la formation de deux partis formés explicitement d'ex-nazis. Le plus important, la National-Demokratische Partei Deutschland eut comme secrétaire le général Vincenz Müller — responsable de la fusillade de 1.300 juifs en décembre 1941 à Artamovsk — qui capitula à Minsk en été 1944, fut envoyé à l'Académie militaire soviétique, et chargé en 1947 de créer l'armée de la zone soviétique ; il devint ministre et chef d'état-major général (il garda ce poste jusqu'en 1959 et, probablement dis-

LA LOURDE SUCCESSION DE MONATTE !

Ce numéro de la R.P. se compose alors que nous évoquons la figure de Monatte, pour le deuxième anniversaire de sa mort. Dans ses derniers jours, il était hanté par cette germanophobie renaissante et il avait décelé immédiatement la grande manœuvre khrouchtchevienne. Que n'a-t-il pu écrire et publier ce qu'il nous disait sur son lit d'hôpital ? Peut-être nos amis comprendraient-ils alors que c'est sa propre angoisse que nous traduisons ici ? Et il ne s'agissait pas chez lui d'une attitude politique momentanée ou de vagues affinités sentimentales. Toute sa vie, il fut fidèle à l'idée-force de la Première Internationale : **l'Union Internationale des Travailleurs fera la Paix du monde.**

Il y a les misérables qui ajoutent leurs propres infamies aux mensonges des agences soviétiques, qui exploitent avec une écœurante impudeur les souvenirs, plus ou moins déformés, des deux dernières guerres... même de 70 !... la défense de Belfort, le bombardement de Reims, le massacre d'Oradour... qui organisent de scandaleuses parades où sur des chars de carnaval, des pitres et des histrions s'agitent autour d'urnes funéraires en carton et de figurants porteurs de pyjamas rayés.

Il y a les chauvins incurablement abrutis, heureux d'entendre encore le clairon de Déroulède... même sur le fond sonore des chœurs de l'Armée rouge.

Il y a les ignorants dont la bonne foi s'accouple à la paresse intellectuelle, qui ne cherchent pas la vérité et ne contrôlent même pas la vraisemblance. Par-dessus tout, la bêtise !

Mais c'est encore une circonstance atténuante qui n'excuse pas toutes les défaillances. Défaillants, les pacifistes qui n'osent pas dénoncer les provocations de la « bochophobie » khrouchtchevienne. Défaillants les syndicalistes qui savent que derrière le rideau de fer, les ouvriers soumis à une exploitation plus dure qu'en régime capitaliste, ne jouissent d'aucune des libertés accordées par la démocratie bourgeoise, qui ne peuvent ignorer que **des grèves possibles sous Franco sont impossibles sous Ulbricht, parce que la police franquiste est beaucoup moins puissante et efficace que celle de l'Allemagne soviétique** — et qui n'osent le dire. Défaillants, les révolutionnaires qui refusent de reconnaître que le régime post-stalinien représente la pire des réactions.

Lorsque Monatte mourut, nous avions subi la réception du tyran de Moscou. Deux ans après sa mort, nous subissons sans réagir une monstrueuse campagne contre l'union franco-allemande. Encore serons-nous les seuls à rapprocher la déportation provisoire en 1960, des proscrits antistaliniens, avec la tolérance accordée en 1962 aux aboyeurs germanophobes. Ce n'est peut-être pas suffisant. C'est infiniment plus honorable que la passivité opportuniste de ceux qui cherchent sous la vanité de déclarations sereines ou ronflantes à dissimuler leur crainte de l'appareil communiste, leur souci d'éviter les menaces, les violences et les calomnies promises aux opposants irréductibles et incorruptibles. Si nous n'étions plus capables de vaincre ces faiblesses déshonorantes, nous serions de bien débiles successeurs de Monatte et nous supporterions mal la charge de son héritage.

Roger HAGNAUER.

gracié, mourut l'année dernière). En juin 1952, au congrès de son parti national-démocratique, il réclamait une lutte à outrance contre les traîtres de Bonn. Aux élections de 1958, la liste unique du Front national obtint 99,46 % des suffrages. Mais dans la répartition des sièges aux partis figurant sur la liste, on en attribua arbitrairement 88 sur 400 aux deux formations d'anciens nazis.

Au Congrès du Syndicat National des Instituteurs

« Encore un congrès de plus ! » me disait à Toulouse un vieux camarade. C'était sa façon à lui de dire : encore une année de plus. Ces manifestations annuelles que sont les congrès syndicaux d'instituteurs offrent deux traits, à première vue contradictoires. Il y a en eux quelque chose de permanent, de stable, de bien réglé, de traditionnel, de « rituel » comme l'a dit le camarade Du-thel, leader de « L'Ecole Emancipée ». Si bien qu'à les suivre régulièrement, on pourrait croire qu'on ne vieillit pas. Et puis, quand on les examine sur une période assez longue, on découvre qu'ils traduisent un mouvement ; un mouvement qui, quoique divisé, canalisé, atténué et filtré, n'en est pas moins celui de la vie sociale. C'est pourquoi les instituteurs instruisent les travailleurs, non seulement dans les écoles, mais aussi dans leurs congrès. Il faut dire qu'ici le maître devient quelquefois l'élève. Mais un recueil des comptes rendus des congrès du Syndicat National des Instituteurs serait un bon résumé d'une partie de l'histoire du mouvement ouvrier.

Mon but est de vous parler aujourd'hui des deux premières journées du congrès de Toulouse. Il y en a eu quatre, les deux dernières étant surtout occupées par la discussion du rapport de la question sociale (cette année : le devenir de la Sécurité Sociale) et de la question pédagogique (cette année : la formation des maîtres). Ce sont là des questions de première importance, mais, qui, théoriquement, ne doivent pas provoquer de grands accès de fièvre. Je dis : théoriquement, parce que, dans un congrès où les tendances bien organisées s'attendent à tous les coins de rues, il ne faut pas trop s'étonner quand des incidents surgissent de la façon la plus inattendue. Il y a pourtant une raison qui m'impose de limiter mon compte rendu à la discussion de l'activité et de l'orientation du Syndicat : c'est que j'ai quitté Toulouse à la fin de la deuxième journée. C'est un argument qui emporte tout. Au surplus, je serais bien surpris si les prochains numéros de la « R.P. » ne nous faisaient pas entendre d'autres échos du congrès de Toulouse.

**

Avant de vous communiquer mes notes et impressions, j'ai encore à faire une sorte de préambule et à prendre toute une série de précautions. Chacun qui use, dans cette revue, du droit redoutable de dire ce qu'il pense, n'ignore pas que son lecteur possède le droit intégral de lui répondre sans ménagement. Et il y en aura qui, usant de ce droit pour eux-mêmes, auront toujours beaucoup de mal à le supporter chez les autres.

Mais voyons d'abord le préambule. Le Syndicat National des Instituteurs a changé cette année de secrétaire général. Ce n'est plus Denis Forestier, c'est Pierre Desvalois. Ces changements qui ne résultent pas d'un règlement statutaire et que seuls de rares initiés connaissent d'avance, étonnent à l'extérieur, et même à l'intérieur, de l'organisation. Plusieurs militants d'autres corporations m'ont interrogé sur ce point. Je suis bien loin de connaître tous les secrets des dieux. Mais je puis tout de même assurer qu'il ne faut voir, dans cette mutation, ni un changement d'orientation, ni une révolution de palais. Cette organisation de plus de deux cent mille membres a un état-major perma-

nent qui se renouvelle d'une manière codifiée. L'importance des œuvres sociales et annexes du puissant syndicat ouvre, si j'ose dire, de nombreux débouchés aux secrétaires permanents qui éprouvent le besoin de changer de bureau. C'est ainsi que Denis Forestier, après plus de dix ans passés à la tête du syndicat, est devenu président de la Mutuelle Générale de l'Education Nationale. Quelle que puisse être l'opinion qu'on ait sur les idées et les méthodes de Forestier, on s'accordera à dire qu'il était une forte personnalité syndicale. Et qu'il reste une forte personnalité syndicale. On pouvait craindre que Desvalois, qui était hier un de ses lieutenants peu connus, « ne fasse pas le poids ». Je ne fais que répéter là une expression que j'ai moi-même entendu formuler. Je savais seulement que Desvalois avait été très associé à Forestier dans ses déplacements africains. Au congrès de l'an dernier, je l'avais entendu parler sur l'Algérie. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il n'avait emballé personne. On pouvait penser aussi qu'un camarade plus jeune eût été préférable. Eh bien ! je ne retarderai pas plus longtemps le moment de vous dire que Pierre Desvalois a fait, à Toulouse, la preuve qu'il était à la hauteur de ses fonctions nouvelles. Il l'a prouvé dans la présentation de son rapport moral. Plus encore, dans la longue et minutieuse réponse qu'il fit aux soixante-et-une interventions qui remplirent toute la seconde journée du Congrès. Il révéla même, à ce que j'en pense, une grande finesse d'analyse.

Comme os difficile à ronger et à avaler, nos bons néo-staliniens ne me paraissent pas avoir gagné au change ! C'est seulement à titre d'information exacte que je livre cela à vos méditations. Je ne connais Desvalois ni d'Eve ni d'Adam, hormis que, outre ces deux ancêtres communs, nous devons bien avoir sucé des laits syndicalistes de composition et de qualité pas tellement différentes.

**

L'Ecole Emancipée et moi

Je n'ai encore rien dit du congrès lui-même et je ne puis encore entrer dans le vif du sujet sans avoir pris ces précautions dont je vous parlais tout à l'heure.

Ne suis-je plus de « L'Ecole Emancipée » dont j'étais naguère, dans ces congrès, l'un des représentants ? J'entends déjà monter la vague de protestations, mais je dis que la question n'est pas tranchée. « L'Ecole Emancipée » n'est pas un parti, c'est une tendance, un courant de pensée dont certains des promoteurs sont encore bien vivants. Je ne suis pas sûr de ne pas leur être fidèle. Quant aux jeunes qui l'animent aujourd'hui, je ne suis pas sûr non plus qu'ils m'excluraient de la compagnie, en admettant même que, comme me l'a dit amicalement, à Toulouse, Bossut (de la Seine), j'aie quelque peu « perdu les pédales ».

J'ai eu, à Toulouse, une conversation avec Des-sachy (de l'Oise) qui, je puis vous l'affirmer, ne plaisante pas avec les principes. Cette conversation n'a pas cessé d'être cordiale. A-t-elle été utile ? Elle a été en tout cas insuffisante pour bien éclairer ce qui nous unit et ce qui nous sépare. Ne rusions pas : nos désaccords vont au-delà des mots.

Le reproche d' « anti-communisme systématique » qu'on fait parfois à la « R.P. », j'ai quand même été étonné de le retrouver dans la bouche de Desachy. Il faudrait tout de même bien s'entendre sur ce qui est, en France et dans le monde, depuis Staline et après lui, « systématiquement anticommuniste » ? Parmi les reproches mineurs que Desachy m'a fait il y avait celui-ci : un de nos rédacteurs a eu une appréciation péjorative sur l'article que Dury (de la Mayenne et de l'Ecole Emancipée) avait publié ici-même, en réponse à mon compte rendu du congrès de 1961. Nous avions passé entièrement et sans commentaire le long exposé de Dury. Mais un camarade qui tient une chaire de théorie et pratique révolutionnaires du côté de Conflans-Sainte-Honorine, avait auparavant foudroyé mon hérésie réformiste et demandé tout simplement qu'on me mette à la porte de la maison ! Desachy ne m'a pas dit un mot contre cela. Nous payons ici le prix de la liberté. Jamais il ne nous paraîtra trop élevé. Pour sortir provisoirement de cette discussion qui — heureusement — n'est pas terminée, rappelons bien, pour ceux qui ne l'ont peut-être pas assez remarqué, que le titre de notre revue s'accompagne de cette précision : revue syndicaliste révolutionnaire. Il faut lire « révolutionnaire », mais il ne faut pas oublier « syndicaliste ».

Qui de nous deux, de Desachy ou de moi, est le plus révolutionnaire ? Disons tout de suite que c'est Desachy. Et n'en parlons plus. Pour le moment.

Une séance internationale d'ouverture

Il faisait chaud à Toulouse dans cette salle de congrès, voisine d'une magnifique piscine dont nous n'avions que la vue. La robe blanche du délégué du Sénégal, détonait moins sous ce ciel qu'elle ne l'eût fait dans la grisaille parisienne. On sait que la première séance du congrès est consacrée à la réception et à l'audition des représentants des instituteurs des autres pays. Ce qu'il y avait de nouveau et d'émouvant cette année, c'était la présence de deux délégués des enseignants de l'U.G.T.A. (Union Générale des Travailleurs Algériens). Desvalois les salua spécialement et, dans son intervention, le camarade algérien parla éloquemment de solidarité syndicale et internationale. Parmi les représentants des autres pays qui saluèrent fraternellement le congrès, je noterai particulièrement celui de la Yougoslavie, celui de l'Allemagne fédérale et le camarade Rodolfo Llopis, délégué des enseignants espagnols en exil. Celui-ci est déjà bien connu de nos congrès. Il eut droit, cette année, en raison des récents événements d'Espagne, à une ovation plus chaleureuse encore. Llopis rappela que Toulouse est devenue la capitale des réfugiés espagnols. En analysant le soulèvement ouvrier contre le régime franquiste, il souligna l'attitude nouvelle d'une partie de l'Eglise. « Elle sait nager », dit-il. Le camarade Roure, nouveau secrétaire de l'U.N.E.F. (Union Nationale des Etudiants de France), nous assura de sa solidarité, notamment dans la lutte pour la démocratisation de l'enseignement. Il lança aussi la formule de « démocratie réelle » qui — il le sait sans doute — peut recouvrir bien des réalités différentes.

Desvalois entame ensuite la présentation du rapport moral. D'entrée, il met en vedette l'exemple unitaire que donne le Syndicat National des Instituteurs dans un monde syndical divisé, « quand il n'est pas déserté ». C'est à son indépendance que le syndicat doit de rassembler plus de 80 % du personnel enseignant. Cette force, il n'en fera jamais une force d'appoint pour qui que ce soit. Il ne revendiquera pas non plus de rôle de dirigeant.

Desvalois aborde maintenant la question, très importante, de la démocratie intérieure de l'organisation, question que nous retrouverons tout au long de la discussion. Il constate, comme un fait général, malheureusement non limité au seul S.N.I., le peu de fréquentation des assemblées générales. Il considère cela comme lié non seulement au syndicalisme de masse, mais à l'époque elle-même et aux transformations modernes dans les moyens d'expression. Une assemblée générale n'est démocratique que si elle est « raisonnablement représentative ». Sinon, il faut bien envisager un système de vote par correspondance. La question ne peut être tranchée tout de suite. Une commission d'étude devrait être nommée et, sur ses propositions, un congrès souverain aurait à décider.

Je pense que vous voyez déjà pointer ici un de ces « nœuds » autour desquels vont réagir tout à l'heure les deux minorités. Il y en a un autre : c'est celui de l'autonomie des sections départementales. « Le S.N.I. n'est pas un cartel de syndicats départementaux », déclare Desvalois. L'action des sections ne peut se trouver en contradiction avec les décisions des congrès. Et Desvalois s'en prend particulièrement à la section de Seine-et-Oise qui a poussé « l'action commune » avec les autres organisations syndicales et politiques, jusqu'à ne plus faire action commune avec son propre syndicat.

Le secrétaire général va développer maintenant une des idées maîtresses de la majorité du Bureau National : les changements de structure dans le régime capitaliste, la planification « démocratique », le développement du secteur « tertiaire », d'une économie de services à côté d'une économie de produits. Puis il expose longuement le travail corporatif du syndicat et ses résultats tangibles. « De la capitulation en rase campagne » dont « l'Humanité » n'avait pas craint de parler, il y a un an, il n'est évidemment plus question, parce que tous les maîtres ont pu mesurer les résultats de l'action revendicative. Desvalois est vigoureusement applaudi quand il hausse la voix pour demander « l'abrogation du système inique des zones de salaires ».

Cette année, « l'Humanité » a écrit que les dirigeants du syndicat « collaboraient avec les trusts » pour réaliser une réforme « gaulliste » de l'enseignement. Ce sera le nouveau cheval de bataille de la tendance communiste à l'intérieur de ce congrès. Ce n'est pas un très fier coursier. On le verra souvent en compagnie de vieux canas, comme celui de la Société des Agrégés, par exemple, dont le drapeau est, dans l'enseignement, celui du bon vieux conservatisme. Chez les instituteurs, la bataille se fera autour des C.E.G. (Collèges d'Enseignement général) qui ont remplacé, avec la prolongation de la scolarité obligatoire, les Cours complémentaires que beaucoup de travailleurs qualifiés connaissent bien. La majorité du syndicat défend « la vocation des instituteurs à enseigner à toutes les étapes de la scolarité obligatoire ». Les communistes s'appuient sur le plan Langevin-Wallon. Il s'agit d'un vaste projet de réforme de l'enseignement, élaboré au début de la quatrième République, par une commission présidée d'abord par Langevin, puis par Wallon, et à laquelle collaborèrent d'ailleurs des représentants du S.N.I. La « R.P. » a publié à l'époque une longue étude critique de ce projet. Inutile de dire qu'il est resté à l'état de projet et qu'il n'a pas reçu, depuis quinze ans, un commencement d'application. Son exhumation rend aujourd'hui quelques services tactiques.

Mais, en suivant la discussion du congrès, nous comprendrons mieux la cristallisation des tendances autour de ce point. A la fin de son rapport, Desvalois salue « la jeune nation algérienne ». Il

se livre, à ce propos, à un historique et à un essai de justification de la position de la majorité nationale sur le problème algérien, depuis le début du conflit. Il termine en s'élevant contre « la guerre froide », en dénonçant les explosions nucléaires « qu'elles soient françaises, russes ou américaines ». Desvalois montre le champ ouvert au syndicat par un personnel de deux cent cinquante mille instituteurs dont la moitié sont maintenant des jeunes de moins de trente ans.

3 tendances, 40 départements, 60 orateurs

On ne m'en voudra pas si, dans ce flot d'éloquence, je me vois forcé de faire un choix et si je commets quelques oublis.

Ce sont les camarades de la **Haute-Vienne** qui attaquent. Ils attaquent la tendance dirigée par les communistes. L'un d'eux la met au défi de justifier, au cours d'une consultation claire, que tous les mandats des Bouches-du-Rhône, par exemple, se portent effectivement contre le rapport moral. **Sollière** dénonce la « tartuferie » des sans-tendance, alors que les tendances sont inhérentes au syndicalisme.

Le délégué de l'**Ille-et-Vilaine** commence à discuter la question des structures syndicales posées par Desvalois : pouvoir des assemblées générales, valeur du vote par correspondance, comment intéresser à la vie syndicale la majorité des adhérents ? C'est **Desachy**, de l'Oise, section que dirige « L'Ecole Emancipée », qui ira au fond de cette question. Il s'élève d'abord, avec sa véhémence habituelle, contre la tentative faite par la direction du Syndicat National pour disqualifier les méthodes démocratiques pratiquées dans l'Oise. Par l'étude du bulletin de ce département, il montre le souci de démocratie de l'équipe de l'Oise. « Le bulletin de l'Oise n'a pas besoin d'une tribune libre ; c'est une tribune libre » dit-il. Il déclare que « l'Ecole Emancipée » s'opposera à la généralisation du vote par correspondance. Il s'élève contre l'ingérence inadmissible du Bureau National dans le fonctionnement démocratique des sections. Faut-il remettre les destinées du syndicat entre les mains de « clients » ? Et **Desachy** conclut en rappelant la belle formule de **Rosa Luxembourgeois** : « La liberté n'est rien si elle n'est la liberté de celui qui pense autrement ».

Un délégué de la **Drôme** expose les problèmes scolaires aigus que pose l'industrialisation de la vallée du Rhône. Pour lui, les luttes de tendances expliquent en partie la désaffection pour les réunions syndicales. La majorité de sa section souhaiterait une synthèse des motions d'orientation. **Magnier**, de la **Somme**, est pour « des structures modernes » et, pour lui, le vote par correspondance ne s'oppose pas à des assemblées générales nombreuses et actives. Le **Loir-et-Cher** est dirigé par la tendance communiste. Une camarade qui le représente lit un papier où il est question de « l'unité des forces laïques et républicaines ». Le **Nord**, au contraire, est traditionnellement un bastion de la majorité. Ses orateurs le manifesteront sous des formes diverses. Ils souligneront notamment les résultats obtenus pour les jeunes.

Pour **Garraud**, du **Loiret**, le S.N.I. a été l'organisation la plus clairvoyante sur le drame algérien. **Bornier**, de la **Marne**, exprime au contraire l'opposition de la grande majorité de sa section. Il se livre à un impressionnant calcul sur ce que serait « la valeur actuelle » des traitements de l'instituteur d'il y a trente ans. Il en ressort que celui-ci était plus riche que le maître d'école d'aujourd'hui. Sa démonstration ne m'a pas convaincu. **Grange**, de la section « Ecole Emancipée » du Rhône, reconnaît les résultats acquis dans le

domaine corporatif, mais ils s'accompagnent d'une « catégorisation » excessive. Un délégué des **Côtes-du-Nord** amorce le plan d'attaque de la minorité communiste : « Pas un mot du régime gaulliste dans la présentation du rapport moral ! ».

Vessilier est, dans la **Seine**, le grand spécialiste des questions corporatives. Il souligne que, sur ce point, et devant les faits, les critiques se sont singulièrement atténuées. La **Seine-et-Oise** n'a pas la même tendresse pour la direction nationale. **Boudoux** exalte « l'union sans exclusive ». Il déclare que la **Seine-et-Oise** en participant, en tant que section syndicale, à la manifestation du 8 février, « a sauvé l'honneur » de la Fédération de l'Education Nationale. Il se prononce pour un complément de traitement, spécial aux instituteurs, et qui devrait assurer un traitement de début non inférieur à 75.000 F. Un camarade du **Pas-de-Calais** assure que, pour faire une réforme de l'enseignement dans l'esprit du plan Langevin-Wallon, il faut un autre gouvernement... Il s'oppose fondamentalement au vote par correspondance qu'il assimile à la pratique des référendums. Enfin, il demande, pour les instituteurs, la suppression du service militaire. Son intervention aura deux réponses. D'abord celle du secrétaire de sa section, le camarade **Debrabant**, qui estime que le vote par correspondance n'aggrave pas l'absentéisme. Il découvre d'ailleurs ce vote dans la section du... **Calvados**, une des sections « sans-tendances » (lisez : une des sections dirigées par les communistes). **Debrabant** ironise sur cette « structure idéale » qui conduirait à une seule tendance et à un congrès monolithique. Plus tard, un délégué des **Basses-Pyrénées** s'insurgera contre le privilège qui pourrait être accordé aux seuls instituteurs de ne pas être astreints au service militaire. Si celui-ci doit être supprimé, il doit l'être pour tous.

Trois institutrices, une de la **Haute-Garonne**, une de la **Seine**, une du **Nord**, viendront à la tribune défendre les écoles maternelles, y dénoncer les conditions de travail qui y règnent actuellement.

Un délégué de la **Corrèze** rappelle au congrès le cas de l'inspecteur primaire, **Jean Mayoux**, suspendu de ses fonctions pour avoir signé « le manifeste des 121 ». Encore aujourd'hui le camarade **Mayoux** n'est pas réintégré ; la circonscription d'**Ussel** n'a pas d'inspecteur primaire. Les instituteurs de la **Corrèze** n'arrêteront la lutte que lorsque **Mayoux** y sera replacé et aura reçu pleine réparation.

Variations sur les grands thèmes

Les grandes lignes d'attaque et de défense sont donc maintenant suffisamment dessinées.

Les communistes attaquent sur « la réforme gaulliste de l'enseignement » et sur la complicité de la direction syndicale. C'est ce que fait **Boullu**, de l'**Isère**, vieux militant dont on pourrait admirer la constance si c'était de la constance que de soutenir, pendant trente ans, les positions les plus opposées. **Lucas**, du **Finistère**, voit une des causes de l'absentéisme syndical dans « l'anticommunisme maladif ». **Morlet**, de la **Seine**, dénonce « le silence inquiétant » de Desvalois sur le danger fasciste. Son inquiétude s'accroît devant le révisionnisme de la direction syndicale sur les caractéristiques de l'économie moderne, sur les formes actuelles du capitalisme. Sans faire rire personne dans un congrès blasé, le stalinien **Morlet** signale que « l'avenir même de la démocratie en France est en jeu » et qu'il faut « en revenir aux principes du syndicalisme révolutionnaire et de l'internationalisme prolétarien » ! !

Deux délégués « Ecole Emancipée » de la **Seine** parlent. Le camarade **Salomon** dit que la réforme actuelle de l'enseignement répond aux impératifs du pouvoir. C'est un replâtrage qui ne cache pas

la dégradation générale du niveau de l'enseignement. Il faut laisser aux pouvoirs publics leurs responsabilités et s'en tenir aux principes du plan Langevin-Wallon. **Bossut**, lui, s'attachera au problème algérien. On pourrait, dit-il, faire une confrontation des opinions successives des uns et des autres sur ce problème. L'indépendance politique est une étape nécessaire, mais seulement une étape. Les accords d'Evian ne répondent pas aux aspirations du peuple algérien. La réforme agraire est placée au premier plan.

**

Nous entendons maintenant les représentants français des ex-départements algériens.

Le délégué de **Constantine** montre la carence de l'administration devant le terrorisme de l'O.A.S. et devant les « syndicats indépendants » complices. Avec émotion, le représentant de la section de **Bône** rappelle l'assassinat par l'O.A.S. d'un de ses secrétaires adjoints. Au-dessus de toutes les tendances, il assure de la fraternité syndicale des instituteurs qu'il représente. La meilleure solution serait le retour à son poste de chaque maître français, mais l'appréhension reste grande et la « reconversion » en interlocuteurs des assassins de l'O.A.S. n'est pas faite pour l'apaiser. L'autorité morale du S.N.I. doit être utilisée pour lever les équivoques. **Dubois**, d'Alger, salue sans aucune réserve la naissance de l'Algérie nouvelle. Mais il ne cache pas ses inquiétudes pour la situation des instituteurs français d'Algérie. Il montre que ceux-ci pourraient se trouver tout d'un coup désavantagés par rapport aux instituteurs de la métropole qui se feraient maintenant détacher en Algérie.

C'est la fin de la discussion du rapport moral. La parole va passer aux leaders des grandes tendances. Auparavant, nous entendrons encore **Giry**, de la Loire ; **Jacq**, de la Seine ; **Mouillet**, de la Haute-Marne. Notre camarade **Giry** représente un département de grande tradition syndicaliste, et cela se sent aussitôt. Il montre la solidarité ouvrière internationale et, en face, le fascisme international dont l'O.A.S. n'est que l'expression française. Il salue la lutte du peuple espagnol, la réalisation de l'alliance syndicale espagnole. Il dénonce l'interdiction en France de la presse des réfugiés ibériques.

Jacq n'y va pas par quatre chemins. Il s'en prend à l'hypocrisie des néo-staliniens dont il déchaîne les clameurs ; il rappelle que ni le S.N.I. ni la F.E.N. ne furent invités à l'organisation de la manifestation du 8 février et dénoncé ce qu'il ne craint pas d'appeler « l'exploitation honteuse par le parti communiste de la manifestation du 13 février ». Il n'emportera pas tout cela au paradis.

Quant à **Mouillet**, de la **Haute-Marne**, je vous l'ai déjà présenté l'an dernier. Je ne crois pas du tout que ce soit un hasard si la commission d'organisation des débats nous le réserve pour la fin. C'est un dessert, un rafraîchissement de qualité. Il parle sur le ton de l'apologue et dit fort agréablement des choses désagréables. Son propos d'aujourd'hui tourne autour de ce thème : Nous avons eu raison dans l'affaire algérienne. Il dit : « Vous acceptez les accords d'Evian quand le G.P.R.A. les signe, mais vous rejetez leur contenu quand Forestier vous les proposait ! ».

Quant à la « table ronde » que vous n'arrêtez pas de reprocher au S.N.I., elle valait sans doute mieux que de voir Susini s'asseoir à la même table que le F.L.N.

Ce n'est plus la peine de dire à quel point **Duthel**, qui défend les idées de « l'Ecole Emancipée » et qui la représente au Bureau National, sait parler au congrès. Il estime que la discussion a été plu-

tôt débilite. Il y retrouve comme un rite. Le mal est-il à chercher du côté des structures syndicales ? Il le voit, plutôt, dans l'absence d'une claire stratégie ouvrière. Le capitalisme, lui, est clairvoyant. Les accords d'Evian ont été signés pour sauvegarder ses intérêts essentiels. De Gaulle va pouvoir maintenant s'occuper de « choses sérieuses ». Les dirigeants du mouvement ouvrier doivent lui refuser leur caution. Ce qu'on appelle « la réforme de l'enseignement » participe à l'effort d'ensemble d'adaptation du capitalisme français. Le syndicat ne doit pas y être partie prenante. Sa contribution positive, il doit l'apporter à l'élaboration d'une stratégie ouvrière. A **Mouillet** qui a condamné la violence, toutes les violences, **Duthel** répond : personne n'est pour la violence en elle-même, mais, dans un monde de loups, ne vaut-il pas mieux se préparer lucidement au combat ?

Le leader de la tendance communiste s'appelle maintenant **Sorel**. Il est du genre doux. Il s'inquiète, lui aussi, de n'avoir trouvé dans la présentation du rapport moral aucune référence au pouvoir gaulliste. « Les démocrates » — ainsi dit-il — doivent s'unir pour en finir avec le pouvoir personnel et renouveler la démocratie. Il lui semble que la direction syndicale a opté, au contraire, pour une troisième force constituée sur la base d'un compromis avec ce pouvoir. Sur la réforme de l'enseignement, il retrouve d'ailleurs cet « accord de fond » entre les positions de Desvalois et celles du pouvoir.

« Rassemblement des bons Français »

Eh bien ! Desvalois va répondre. Il s'appuie sur une documentation multiple et judicieusement rassemblée. C'est ainsi qu'il lit, dans un récent texte de Maurice Thorez, quelque chose sur le nécessaire « rassemblement des bons Français », un rassemblement qui mord très nettement dans les rangs gaullistes. Il cite aussi plusieurs textes de Georges Cogniot, dans « L'Ecole et la Nation », bulletin destiné à l'édification des instituteurs et qui les édifiera, en effet. A Boullu, qui faisait semblant de craindre que la direction syndicale ne se mette maintenant à défendre « une prime de rendement » pour les enseignants, il rappelle que le statut élaboré par Thorez en 1946 prévoyait bel et bien cette prime de rendement. Desvalois lit aussi une lettre du secrétaire minoritaire de la section des Bouches-du-Rhône où celui-ci se réclame de « l'application de la réforme » (n'est-elle plus gaulliste à Marseille ?) pour défendre les Collèges d'Enseignement général dans son département.

Le pouvoir gaulliste, dit Desvalois, nous l'avons dénoncé dès le mois de mai 1958. Nous avons été les seuls, à l'époque, avec la F.E.N. à faire la grève contre lui. Notre opposition est définitive. Le restera-t-elle aussi fermement chez ceux qui, à tout propos et hors de propos, découvrent des complicités au pouvoir gaulliste ? Je crains pour vous, poursuit Desvalois, que la politique extérieure, certains tournants relatifs à l'O.T.A.N. ou à l'Europe, ne vous donnent sur ce point beaucoup moins d'assurance que nous en avons.

Le secrétaire général déclare que certains l'ont mal compris quand il a parlé des modifications à l'intérieur du salariat. Son objectif est d'éviter l'opposition « entre les cottes bleues et les blouses blanches ».

Quant à la question très controversée des structures propres à l'organisation, des formes de consultation démocratique des adhérents dans un syndicat de masse, il ne faudrait pas caricaturer sa position. Il reprend à son compte la formule de Rosa Luxembourg citée par Desachy. Il faut justement arriver à ce que, sur chaque question im-

portante et dans chaque section, celui qui « pense autrement » ait la possibilité de s'exprimer.

La question de la défense laïque avait été soulevée, on s'en doute, dans ce congrès. C'eût été une grave lacune de mon compte rendu de ne pas le signaler. Desvalois en a parlé aussi, avant le rapport spécial qui devait être présenté le lendemain. Aucun laïque, a-t-il dit, ne doit être écarté de cette bataille de masse. Mais il ne faut pas que certains y voient seulement « un moyen tactique ».

Je regrette de ne pas pouvoir rendre le ton de ce beau discours du nouveau secrétaire général du S.N.I. De sa péroraison, je retiendrai seule-

ment cette formule : « Il ne s'agit pas tellement d'entraîner les hommes. L'essentiel est qu'ils ne soient pas entraînés ». Peut-être vaudrait-il mieux dire que, rendus capables, par la vraie pensée syndicaliste, de résister à l'entraînement, ils peuvent aussi, grâce à elle, se lancer dans l'action lucide pour la revendication quotidienne comme pour la transformation sociale.

N'en ai-je pas assez dit pour prouver que ce congrès toulousain des instituteurs syndiqués a apporté à l'étude des problèmes du mouvement ouvrier d'aujourd'hui, une importante contribution ?

RAYMOND GUILLORE.

LA C. G. T. ITALIENNE FAIT ENTENDRE UN VRAI SON DE CLOCHE SYNDICALISTE A LA FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE

Nos camarades de la « Table ronde syndicaliste de la Loire » ont donné, dans les colonnes qui leur sont ouvertes dans « La Tribune de Saint-Etienne », de larges extraits de l'intervention des délégués italiens au congrès de Moscou de la F.S.M.

Voici quelques-uns de ces extraits particulièrement significatifs, où de très bonnes positions sur l'unité syndicale et sur l'indépendance du syndicalisme sont défendues, ce qui est une agréable nouveauté :

A la lumière de tout ce qui vient d'être dit, le « projet de programme » d'abord, le rapport présenté au Congrès par le camarade Saillant ensuite, présentaient des insuffisances en ce qui concerne même de nombreuses questions de fond. La recherche d'une confrontation et d'un débat ouvert était donc indispensable...

La C.G.I.L. (C.G.T. italienne) considère que la scission actuelle et le retard dans l'élaboration d'une ligne de conduite unitaire dans l'Europe capitaliste ont déterminé et déterminent encore des conséquences graves sur le plan syndical et politique et compliquent toute la situation internationale. Les difficultés à surmonter sont lourdes et nous le savons. Mais c'est justement pour modifier une telle situation qu'un effort exceptionnel est nécessaire à l'échelon international...

Pour y parvenir, la politique unitaire de la F.S.M. doit être plus conséquente et plus courageuse. Pour nous, disons-le ouvertement, les accusations d'ordre moral portées contre les groupes dirigeants des autres organisations sont inutiles et même nuisibles. Nous devons partir de la considération que des millions et des millions de travailleurs croient encore à ces dirigeants et que sur eux ces accusations sont sans effet : l'expérience le prouve. Que veut dire tout ceci ? Est-ce à dire que les groupes dirigeants de la C.I.S.L. et la Confédération internationale des Syndicats chrétiens ne doivent pas être critiqués ? Qu'il ne doit pas y avoir de polémique à l'encontre de ces groupes ? Nous pensons, au contraire, qu'il faut mener une polémique concrète, précise, mais avant tout sur les problèmes d'aujourd'hui, sur les positions d'aujourd'hui, en liaison avec les aspirations et les objectifs qui se posent aujourd'hui aux masses travailleuses...

Il ne nous semble pas juste, par exemple, de considérer le projet de programme d'action comme — je cite — une « base concrète d'unité d'action qui peut convenir à toutes les professions et tous les pays ». Cette position qui se trouve dans le rapport du camarade Saillant (C.G.T. française) nous paraît même complètement erronée... Pour être plus précis, nous pensons qu'il existe aujourd'hui dans le monde nombre d'organisations syn-

dicales progressistes et même révolutionnaires, autonomes et même affiliées à la C.I.S.L. qui ne pourraient accepter l'unité d'action sur une telle base...

Dans les pays socialistes — et surtout là où existent plusieurs partis ouvriers — l'unité syndicale ne peut se réaliser que sur la base de l'indépendance des syndicats à l'égard des partis, même si l'amitié du mouvement syndical avec ces mêmes partis est dans la nature des choses.

(Extrait de l'intervention du camarade Agostino Novella, secrétaire général de la C.G.I. italienne.)

On voit par ces extraits que le secrétaire général de la Fédération Syndicale Mondiale, Louis Saillant, ex-syndicaliste rallié à la thèse de la domination du parti, a reçu, de la part des camarades italiens, une excellente leçon de syndicalisme.

Elle a dû lui rappeler le temps où il défendait, lui aussi, ces positions. L'indépendance du syndicalisme, loin d'être une thèse « dépassée » comme certains veulent le faire croire, est, au contraire, la solution ouvrière pour le présent et pour l'avenir. Nous sommes contents de constater que les camarades italiens de la C.G.I.L., pourtant dirigés par les communistes, retrouvent et remettent en avant l'indépendance nécessaire des organisations syndicales.

Nos camarades de la « Table ronde syndicaliste de la Loire » concluent leur étude par ces lignes que nous faisons nôtres :

A l'heure où, comme le constatait la C.G.T. italienne, le fascisme européen et néo-colonialiste menace nos positions syndicales, la position unitaire et démocratique de la C.G.T. italienne peut jouer un grand rôle sur tout le plan européen, nous suivrons avec le plus grand intérêt le développement de ses positions en Italie et en Europe.

Rien ne nous prouve d'ailleurs que nous pensons sur tous les problèmes comme la C.G.T. italienne, mais nous sommes d'accord pour penser avec elle que seule la démocratie entièrement respectée permet d'unir ceux qui peuvent penser différemment tout en agissant ensemble.

Tous les problèmes essentiels que nous défendons : unité d'action, unité organique, démocratie syndicale, indépendance du syndicalisme à l'égard des partis, même dans un pays socialiste, discussion, voire même polémique dans le respect des organisations voisines même quand on est adversaire de leurs conceptions, tous ces thèmes se retrouvent dans les positions que la C.G.T. italienne a défendues courageusement au Congrès de Moscou et que nous défendons ici depuis très longtemps avec le regret de n'y pas trouver un écho aussi puissant que celui de la C.G.T. italienne tout entière.

L'évolution des problèmes agricoles

Je signalais, il y a quelques mois, à côté des spectaculaires manifestations tractoristes des paysans, en juin et juillet 1961, revendicatrices réclamant la hausse des prix des denrées agricoles en général et la « promotion paysane », des démonstrations de force plus localisées (Finistère), mais ayant des buts plus nouveaux et plus précis : s'opposer à l'acquisition de terres exploitables, mises en vente, par des non-exploitants.

Cette année nous avons déjà eu :

1^o La guerre des artichauts déclenchée par les coopérateurs syndiqués bretons, non contre le gouvernement, cette fois, mais contre les producteurs libres. Ceux-ci, tenus pour des « jaunes », ont eu à encaisser des sévices non négligeables. Dans les grèves de l'industrie, il y avait des « jaunes » qui, en continuant à travailler malgré l'interdiction syndicale, faisaient à fond le jeu du patron. Ici, ces « jaunes » sont leurs propres patrons. Pour justifier leur comportement, ils arguent de la liberté individuelle sous une de ses formes (déjà soumise à des limitations) : la liberté commerciale. Ils posent donc un problème qui dépasse de beaucoup leur cas particulier.

2^o D'autres coopérateurs, agriculteurs, éleveurs bretons (ou les mêmes) ont alors entrepris une série d'expéditions punitives avec destruction du matériel et des locaux d'élevage, et aussi des animaux, chez des éleveurs de volailles et chez des éleveurs de porcs. Justification de ces sévices pour ceux qui s'y sont livrés : « Vous n'avez pas le droit d'élever ni volailles, ni porcs, puisqu'à l'origine nous n'étes pas des agriculteurs ».

Voilà un autre problème important posé et bien posé.

Je le tiens pour important à cause de son extension possible et de ses répercussions juridiques sur la liberté individuelle.

Un seul exemple pour préciser : un assez riche médecin que je connais, approchant de l'âge de la retraite, a acheté pour l'exploiter, un important hôtel au Mans ; le syndicat de l'hôtellerie ne va-t-il pas être fondé en droit à demander que la vente soit annulée et l'hôtel adjugé à un membre de la profession hôtelière ?

Mais alors, il faudrait aussi régler cette anomalie criante de tolérer, par exemple, qu'un colonel en retraite occupe un poste de direction dans une importante entreprise industrielle.

3^o En rapport direct avec ce qui précède, deux fois en une semaine en Bretagne, une fois dans le Centre, des agitateurs paysans, inspirés des mêmes principes de base, ont fait avorter, ou résilier des achats de terres par des acquéreurs non agriculteurs et ont assiégé la maison d'un marchand de bestiaux, récent acquéreur (sans autorisation préfectorale) d'un petit domaine de 5 hectares, qu'il a dû s'engager à ne pas exploiter lui-même, mais à louer à ferme à un petit propriétaire exploitant, (là, c'est plus mitigé, on a l'impression d'un compromis).

Ces injonctions impératives et violentes sont, actuellement illégales, mais elles ne font qu'anticiper sur le vote de la loi Pisani qui, si elle est acceptée telle que, fera passer dans le droit tout ce qui précède et est tenu aujourd'hui pour abusif.

Car le projet de loi Pisani interdit les achats de culture ou d'élevage par les non-exploitants, il interdit l'élevage de la volaille et des porcins de façon industrielle par des non-agriculteurs, et il crée des groupements privilégiés avec droit de préemption pour les achats de terres disponibles, etc.

Si je me permets d'insister, c'est :

1^o que ce projet est, nous dit-on, approuvé sans réserves par les groupements d'agriculteurs les plus ultras ;

2^o qu'il a beaucoup retenu notre attention par son aspect révolutionnaire ;

3^o et surtout, qu'il a inspiré un article d'une violence inouïe à « Clarus », rédacteur du principal article d'un journal financier.

Pour que les capitalistes poussent de tels cris, pour que les agriculteurs ultras soient si satisfaits, il doit y avoir dans ce projet autre chose que du vent.

Le plus probable, c'est qu'il se dégonflera comme une outre percée après être passé au crible du Conseil des Ministres, de la Commission de l'Agriculture, du Parlement.

Mais tout de même, cela vaut, je crois, la peine d'être examiné du point de vue prolétarien et anti-capitaliste. Egalement historique, car n'est-ce pas, dans un certain sens, un retour aux règlements et privilèges des corporations ?

Jean LEFEVRE.

L'ILE NUE

On parle souvent de la nécessité de découvrir un langage purement cinématographique dont les images animées soient suffisamment éloquentes pour traduire à elles seules ce que l'auteur voulait nous communiquer. Eh bien ! c'est chose faite. Le réalisateur japonais du film *L'île nue* nous a dit tout ce qu'il avait à dire avec une rare puissance sans que ses personnages n'échangent un mot, sans alourdir le film du moindre commentaire ; il nous a dit tout ce qu'il y a à dire sur la vie quotidienne d'un couple de paysans japonais dont toute l'existence est rythmée, commandée, dominée par le mode particulier d'exploitation d'une terre ingrate, « l'île nue », dans une économie concurrentielle.

La caméra nous dévoile progressivement à travers plusieurs séries d'images admirablement choisies et graduées la profonde « intelligence ouvrière » pour reprendre la belle expression de Georges Navel dans *Travaux* qui s'exprime dans leurs gestes, précis et efficaces. Son auteur nous a donné là un film cosmique, le film de l'accord de l'homme avec son milieu, le film du lent et patient triomphe de l'homme sur un terroir ingrat. La corvée d'eau, en barque à la godille jusqu'à l'île voisine toujours à refaire, voilà l'armature, le centre, la discipline de leur existence quotidienne. Nous voyons, que dis-je, nous partageons tous les efforts, tous les réflexes de ce couple admirable dans l'accomplissement de sa tâche... l'arrosage des plants, la cueillette, l'épandage des engrais qu'on est allé chercher au fond de la mer selon une technique archaïque mais d'une étonnante élégance de mouvement. Vie dure, pénible, d'incessants efforts répétés mais vie toute de grâce et d'harmonie dans un cadre naturel d'une beauté vivante et ondoyante.

Mais ce n'est pas tout, *L'île nue* est aussi un film d'amour, le plus beau, le plus poignant des films d'amour que nous ayons vus depuis bien longtemps. Il ne s'agit pas là d'amour basement sentimental ou sensuel à la manière de Hollywood ou de la « presse du cœur ». L'amour dépeint dans *L'île nue* est d'une tout autre qualité. C'est l'amour sans phrases d'un couple qui n'échange pas un mot, qui ne se laisse jamais aller à un mouvement, à un geste, à un regard de tendresse mais qui vit à l'unisson, qui partage tous les instants d'une vie extraordinairement occupée et riche.

La beauté du cadre, l'élégance, la grâce indicible des mouvements de la femme tirant sur l'aviron, par exemple, contrastées avec quelques scènes plutôt sordides et une ridicule séquence de télévision, tout cela donne aux paysans transplantés dans les villes que beaucoup d'entre nous restent au fond du cœur, la nostalgie « réactionnaire » de la vie au grand air de nos ancêtres. Mais cela n'a pas empêché le film de recevoir un grand prix au festival de Moscou.

P. A.

Notes d'Economie et de Politique

LA DJEMAA ET LE CAÏD

Lors de la libération de Ben Bella, j'avais cru utile de rappeler, dans la R.P. d'avril dernier, la profonde différence qui sépare la tradition politique berbère de la tradition politique arabe. Tandis que chez les Berbères (Kabyles et Chleuhs) le pouvoir est exercé par le Conseil des Anciens du village (djemaa), il est concentré, chez les Arabes, entre les mains d'un chef unique, le caïd de la tribu; chez les premiers, donc, direction collégiale, chez les seconds, autorité d'un seul homme.

Je conclusais en exprimant la crainte que « les hautes plaines d'Oranie, cette pépinière de chefs arabes, puissent encore donner naissance à un nouvel Abd-el Khader... D'autres, issus des mêmes plaines, peuvent reprendre à leur compte les mêmes espoirs, et, parés de l'aurole du martyr, tenter d'enlever à la direction de la Révolution algérienne le caractère collectif que la tradition de la djemaa lui a jusqu'ici imprimé et qui lui a assuré la victoire ».

Cette crainte n'a pas tardé à se réaliser, car, à mon avis, le conflit qui oppose aujourd'hui Ben Bella au gouvernement provisoire de la République algérienne est essentiellement un conflit entre Arabes et Kabyles, entre le concept du caïd et celui de la djemaa.

Tout le montre!

D'abord l'emplacement des sphères d'influence des uns et des autres. C'est par la frontière marocaine et non par la frontière tunisienne (proche des bastions berbères de l'Aurès et de la Kabylie) que Ben Bella est rentré en Algérie, c'est dans les plaines d'Oranie qu'il s'est installé, c'est à Tlemcen, la ville la plus arabe d'Algérie, et à Oran qu'il s'est fait acclamer.

Par contre, lorsque le gouvernement provisoire a voulu répondre aux démonstrations de force, c'est en Kabylie, à Tizi-Ouzou, qu'il est allé le faire, et les Kabyles, descendus en masse de leurs montagnes, se pressaient sur le passage des membres de la djemaa d'Algérie, je veux dire du G.P.R.A., en aussi grand nombre, d'après les correspondants de presse, que les Arabes qui s'étaient pressés quelques jours auparavant dans les rues d'Oran pour accueillir Ben Bella.

Les mots d'ordres lancés par les uns et les autres ne sont pas moins révélateurs.

Le grand cri qui salua Ben Bella à travers toute l'Oranie a été: « Vive Ben Bella! » cependant que le commandant de la willaya oranaise déclarait dans un discours qu'il « ne reconnaissait qu'un seul chef Ben Bella! » (1).

Tout au contraire, ainsi que les correspondants de presse l'ont remarqué, il n'y eut pratiquement à Tizi-Ouzou, aucun cri de « Vive Ben Khedda » ou de « Vive Belkacem Krim », mais uniquement des cris de « Vive l'Algérie! »

(1) Je lis également dans un reportage de Karol paru dans *l'Express* du 19 juillet, qu'en Oranie on lui a dit: « Les tâches qui nous attendent en Algérie sont si immenses que nous avons à présent besoin d'un leader, non plus d'une direction collégiale. »

« Vive le F.L.N. ! » Là, donc, on glorifie l'individu, le caïd; ici, au contraire, on ne veut point connaître de personnalités, c'est la collectivité qu'on acclame. D'un côté ceux qui crient: « Vive de Gaulle! »; de l'autre ceux qui crient: « Vive la République! ». C'est donc, à mon avis, essentiellement un conflit ethnique et des conceptions différentes de la nature du pouvoir, nées de différences ethniques, qui opposent aujourd'hui Ben Bella et le G.P.R.A., ou qui opposent, si l'on préfère entièrement personnaliser le conflit, Ben Bella et Belkacem Krim, Krim le vieux guerrier kabyle qui, avant même le soulèvement de l'Aurès, avait mis sur pied une armée secrète en ses montagnes.

Cela ne veut pourtant pas dire qu'il n'entre point d'autres facteurs dans le conflit.

Le principal d'entre eux provient de ce que l'on peut appeler le rôle de l'« élite » dans une révolution.

L'élite révolutionnaire du peuple algérien s'est, naturellement, enrôlée dans l'armée de la Révolution et c'est elle qui, pendant sept années s'est battue et a finalement vaincu. Dès lors, quand on lui dit, le jour de sa victoire: « ton rôle est fini; maintenant, place au peuple! » — place au « peuple », c'est-à-dire à ceux qui ne se sont pas battus, à ceux qui se sont contentés de regarder, peut-être avec sympathie, mais tout de même de simplement regarder sans agir — il est compréhensible que l'armée, ce qui signifie, je le répète, l'élite révolutionnaire, se rebelle; qu'elle dise: c'est moi qui ai vaincu, c'est donc moi qui ai le droit de décider, c'est nous qui nous sommes battus pour la cause, c'est nous qui l'avons fait triompher, c'est donc à nous de déterminer ce qui doit être fait de notre triomphe.

Lorsque les puritains d'Angleterre se furent organisés en une armée modèle, et qu'ils eurent, après deux ans de guerre, anéanti les troupes royales, ils n'entendirent pas laisser à un Parlement au nom duquel ils avaient pourtant théoriquement combattu, mais qui, en fait, n'avait jamais été que spectateur, le soin de régler la question de la royauté, ni même, plus tard, d'organiser le nouveau régime; ils s'en chargèrent eux-mêmes.

Et si ce sentiment ne bénéficia finalement qu'à un homme, leur général, Cromwell, cela n'empêche qu'il était partagé par tous les éléments de l'armée, y compris ses éléments les plus radicaux, les plus radicalement démocratiques, les « niveleurs ».

Eh bien! c'est certainement un sentiment analogue qui anime aujourd'hui les soldats de l'A.L.N. Ils veulent jouer le rôle décisif dans l'organisation de la société qui doit sortir de leur victoire comme ils ont joué le rôle décisif dans l'obtention de la victoire.

Cependant, à ces deux facteurs qui me semblent jouer le plus grand rôle dans la présente crise du F.L.N., s'en ajoutent certainement d'autres, mais qui me semblent d'importance moindre. Telles sont, par exemple, l'opposition qui peut se manifester entre l'armée des maquisards de l'intérieur et l'armée de caserne des frontières, ainsi que celles qui peuvent prove-

nir d'une divergence de vues sur l'ampleur des transformations sociales à accomplir ou sur l'orientation à donner à la politique extérieure du nouvel Etat.

Or, toutes ces oppositions, toutes ces divergences interfèrent les unes avec les autres, si bien qu'il est difficile de déterminer pour le moment les forces respectives des deux camps en présence.

En tout cas, quelles que soient les péripéties du conflit, il me paraît impossible que les sentiments de la population berbère de l'Algérie puissent être étouffés.

Ce sont des Berbères, ceux de l'Aurès et, presque aussitôt après, ceux de la Kabylie, qui ont levé, il y a bientôt huit ans, l'étendard de la révolte, révolte qui n'a gagné que beaucoup plus tard l'Oranie où elle n'a d'ailleurs jamais acquis l'ampleur qu'elle prit dans les grands massifs berbères de l'Est algérien, ni même dans la petite montagne berbère du Dahra (Miliāna) à l'ouest d'Alger. Il est donc peu probable que ceux-là ont porté la plus grande partie du poids de la guerre et y ont eu le plus grand rôle, se laissent éliminer par ceux dont la contribution à la victoire finale a été moindre.

Si on ajoute à cela que la Kabylie, que la pauvreté de son sol natal oblige à émigrer largement dans les plaines et dans les villes, joue depuis longtemps le rôle le plus important dans la vie économique moderne de l'Algérie, que c'est lui qui fournit le plus grand nombre d'ouvriers qualifiés et d'instituteurs, il paraît impossible qu'on puisse l'éliminer de la vie politique, l'y confiner dans un rôle secondaire. L'avenir du Maghreb dépend du Berbère.

LA TREVE ET SES LIMITES

Il faut, à mon sens, bien se pénétrer d'une chose, si l'on veut comprendre la politique extérieure de notre temps, c'est que toutes les péripéties des relations est-ouest dépendent d'un seul facteur : l'armement.

Si, comme l'avaient craint les gens du Pentagone au lendemain du premier Spoutnik, les Russes avaient disposé en 1961 de 1500 fusées intercontinentales, alors que l'Amérique n'en aurait eu qu'une cinquantaine, il y a longtemps que, non seulement la question de Berlin serait réglée, mais que toute l'Europe serait russifiée, car l'Amérique aurait été dans l'incapacité de tenter même seulement un semblant de résistance ; la volonté de Moscou aurait été la seule loi.

Mais maintenant qu'en proclamant à plusieurs reprises qu'« il n'y a aucune raison de faire la guerre pour Berlin », et que « n'est fixé aucun délai limite pour la signature d'un traité de paix avec la République démocratique allemande » 2). Khrouchtchev a montré que les anciennes prévisions du Pentagone étaient fausses et que ce sont ses estimations actuelles (une cinquantaine de fusées intercontinentales en Russie et autant en Amérique) qui sont exactes, il n'y a plus guère lieu de se préoccuper du nombre de fusées respectif que possèdent les deux Grands. Car tous deux — l'Amérique, en tout cas — vont en avoir bientôt à revendre ! Je veux dire que d'ici un an ou deux, ils en auront l'un et l'autre beaucoup plus que ce qu'il en faut pour détruire totalement l'adversaire et que, par conséquent, si l'un en possède plus que

l'autre, cela ne lui donnera aucun avantage militaire.

Il va arriver, en somme, pour les fusées ce qui est arrivé pour les bombes il y a déjà quelques années : lorsque l'Amérique et la Russie eurent chacune assez de bombes A et H pour détruire l'adversaire, la différence entre le nombre de bombes possédées par l'une et par l'autre n'avait plus d'importance.

C'est sur un nouveau terrain que s'affrontent maintenant les deux Grands : sur celui de la recherche et non plus sur celui de la fabrication. Il s'agit désormais de déterminer qui va parvenir le premier à empêcher l'explosion à destination d'une bombe lancée par fusée.

Aussi, toutes les récentes explosions, aussi bien celles des Russes que celles des Américains, ont, semble-t-il, pour objectif principal de résoudre ce problème.

La solution semble en être cherchée dans deux directions.

D'une part, on cherche à produire de très fortes explosions à de très grandes hauteurs afin de perturber sur un vaste espace tous les champs d'ondes qui peuvent le parcourir, pour que les dispositifs électroniques qui guident les projectiles vers leurs buts soient déréglés et que les bombes, en conséquences explosent loin de leurs objectifs, ou même n'explosent pas du tout.

L'autre direction dans laquelle sont orientées les recherches est celle de l'attaque directe de la bombe par un autre projectile suffisamment rapide et suffisamment puissant pour pouvoir l'atteindre et la détruire en explosant auprès d'elle.

L'explosion à très haute altitude d'une bombe H à très forte puissance que les Américains ont récemment réalisée au-dessus du Pacifique, semble appartenir au premier ordre de recherche ; celle d'une bombe lancée par une fusée Nike-Zeus qu'ils vont prochainement tenter d'après ce qui a été annoncé, ressortira au second ordre.

Il va de soi que si l'Amérique ou la Russie parvenait à mettre au point l'un de ces deux systèmes nettement avant sa rivale, l'équilibre se trouverait à nouveau rompu entre les deux puissances nucléaires, et l'on pourrait s'attendre que le pays en faveur duquel l'équilibre aurait été rompu en profite pour imposer sa volonté à l'autre, cet autre n'ayant plus alors qu'à se soumettre... ou à disparaître.

Si, par contre, le problème était résolu à peu près en même temps par les deux Etats, le nombre de bombes que chacun posséderait reprendrait alors toute son importance. Car, pour s'assurer la victoire, il faudrait désormais avoir suffisamment de bombes et de fusées pour que, une fois que toutes les anti-bombes de l'ennemi auraient été épuisées, on dispose encore de bombes à lancer sur le territoire ennemi et qui, cette fois, y parviendraient.

Ne vous préoccupez donc point, amis lecteurs, de ce que peuvent se dire M. Khrouchtchev et M. Kennedy, des notes qu'ils échangent ou des manœuvres auxquelles ils se livrent, mais seulement des expériences auxquelles procèdent leurs savants et des ressources de leurs pays respectifs en uranium ou autres produits indispensables à la fabrication des engins nucléaires ; malheureusement, ce sont là des choses sur lesquelles on est très pauvre en renseignements !

(2) Termes employés par Khrouchtchev dans son discours du 19 juin à Bucarest.

C'EST M. TOUT-LE-MONDE QUI A RAISON

Voici bientôt quatre ans que le « nouveau franc » a été introduit comme l'unité monétaire de la France, et tout le monde, cependant, persiste à compter en « anciens francs ». D'où lamentations des officiels qui accusent l'esprit routinier de la foule.

Eh bien! contrairement à ce que ces messieurs pensent, c'est la foule qui a raison, c'est la routine qui, en l'espèce, est rationnelle et l'innovation qui est irrationnelle.

Tant qu'il y aura des pièces de monnaie valant un ancien franc, il n'y a, en effet aucune raison de prendre comme unité monétaire une valeur autre. Lorsqu'une grandeur est indéfiniment divisible, comme une longueur par exemple, on est bien obligé de choisir arbitrairement une certaine grandeur comme unité, une grandeur au-dessous de laquelle il y en a d'autres, mais lorsqu'une grandeur n'existe pas au-dessous d'un certain niveau comme c'est le cas de la monnaie, lorsqu'il y a, si j'ose dire, un « quantum » de cette grandeur, il est absurde de choisir comme unité autre chose que ce quantum — autrement dit, d'introduire des décimales là où il n'en est pas besoin.

C'est compliquer les choses et obliger à du travail inutile. Parler de francs et de centimes au lieu de parler simplement de francs, c'est alourdir le langage; devoir mettre une virgule dans tout prix que l'on inscrit, ou faire deux colonnes au lieu d'une, dans les livres de comptabilité, c'est compliquer l'écriture.

Ce qui fait que cela ne paraît pas évident à première vue c'est que dans les anciens systèmes monétaires, il y avait déjà des francs et des centimes; en France, jusqu'à la guerre, la plus petite pièce de monnaie était le sou, or, ce n'était pas le sou qui était l'unité monétaire, mais le franc, qui valait vingt fois plus. Seulement, il y avait à cela, dans les anciens systèmes, une raison qui n'existe plus aujourd'hui et que voici :

Les anciens systèmes, au moins à leur origine, étaient fondés sur une vraie monnaie, c'est-à-dire sur l'existence de pièces de métal dont la valeur marchande était égale à leur valeur monétaire, des pièces d'or, par exemple, avec lesquelles on pouvait acheter la même quantité de marchandises que celle qu'on pouvait acheter avec un poids d'or non monnayé égal à celui contenu dans la pièce. Mais il arriva; généralement que ce système de la vraie monnaie ne s'appliquait qu'aux pièces de monnaie d'une valeur assez forte; les pièces de valeur moindre n'étaient plus de la vraie monnaie; comme nos pièces d'aujourd'hui, leur valeur monétaire était bien supérieure à la valeur marchande de la matière de laquelle elles étaient faites. Aussi, cette fausse monnaie n'était-elle qu'une monnaie « d'appoint », c'est-à-dire qu'on ne pouvait pas obliger celui auquel on la remettait d'en accepter plus que ce qui était nécessaire pour faire l'appoint de la somme qu'on lui devait, tout le reste devant être versé en vraie monnaie.

Dès lors, il devenait parfaitement rationnel de distinguer dans les comptes les deux sortes de monnaie, la vraie monnaie et la monnaie d'appoint, en prenant comme unité monétaire, non pas la valeur de la plus petite pièce de monnaie existante, mais la valeur de la plus petite monnaie de vraie monnaie existante; pour ce qui était payé en monnaie d'appoint,

cela devenait des décimes, des centimes... de l'unité de vraie monnaie.

Mais aujourd'hui, il n'en est plus de même, il n'y a plus une vraie monnaie et une fausse monnaie, il n'y a plus qu'une fausse monnaie puisque aussi bien les gros billets que les petites pièces ne sont, les uns et les autres, que de la monnaie de singe, la valeur marchande de ce dont ils sont faits étant pour tous pratiquement nulle, sans aucun rapport avec la valeur monétaire qui leur est arbitrairement attribuée.

La création du franc « lourd », d'un franc valant cent fois plus que l'unité monétaire réelle, celle de la pièce de un franc, est donc dépourvue de toute raison « raisonnable »; elle est simplement l'une de ces opérations de prestige absurdes dont nos Etats sont coutumiers, et c'est pourquoi M. Tout-le-Monde, à qui la pratique journalière enseigne la logique, même s'il ne s'en rend pas compte, se refuse à adopter le « nouveau franc ».

Mais ne désespérons pas! Nous reviendrons sans doute à la logique. Cela aura lieu le jour où le franc se sera suffisamment déprécié pour que un franc, dix francs et même cinquante francs ne représentent plus qu'une valeur si faible qu'on supprimera les signes monétaires correspondant (comme on a supprimé les sous et les pièces de dix sous après la dernière guerre) et qu'il n'y aura donc plus de pièces ou de billets de monnaie d'une valeur inférieure à celle de cent francs, ce qui fera qu'à nouveau l'unité monétaire sera représentée par la plus petite pièce de monnaie existante, qu'ainsi seront satisfaites à nouveau les exigences de la raison, et que tout le monde, enfin, ne comptera plus qu'en nouveaux francs. La réforme Pinay est une anticipation.

R. LOUZON.

P.S. — A l'instant, les journaux m'apprennent que l'essai d'interception d'une bombe par une fusée, dont je parle plus haut au futur, vient d'avoir lieu... et avec succès. A qui le tour?

DES MILITANTS ALGÉRIENS ARRÊTÉS EN TUNISIE

Boudissa Safi, ex-secrétaire de l'U.G.T.A., commissaire politique, officier de P.A.L.N., est en prison à Den-Den, près de Tunis, depuis le 5 juillet 1962.

Il a été arbitrairement arrêté par des Algériens sous prétexte de benbellisme.

Safi tient à préciser qu'il n'est autre chose qu'un militant syndicaliste révolutionnaire, tout entier au service de la classe ouvrière. Il repousse toute autre étiquette.

La prison de Den-Den, où se trouvent d'autres militants algériens — dont Adbelhamid Guerfi, ancien chef de bataillon, chef du service de frontières — est gardé par des Algériens, doublés de policiers tunisiens.

Ces informations nous sont adressées par un ami résidant à Tunis. Nous sommes d'autant plus libres pour les publier que l'on trouve dans ce numéro une critique autorisée du « benbellisme ».

Au moment de mettre sous presse (26-7-62), nous apprenons les sanglants événements de Bône et de Constantine. On pouvait craindre ces séquelles de 132 ans d'occupation coloniale et de huit années de guerre. On peut redouter pire. On peut espérer: que la démocratie algérienne en sortira. Pour nous, le salut du peuple algérien dépend de l'existence d'un syndicalisme indépendant, où tous les travailleurs algériens (sans exclure les messalistes et les Européens) trouveront place.

REHABILITATION DE L'ACTE INDIVIDUEL

L'affaire Lecoin est terminée.

Peut-être n'est-il pas inutile d'essayer d'en tirer la philosophie, d'en dégager les aspects positifs à la faveur de son déroulement.

Il avait tout contre lui : d'abord, l'état-major, qui a toujours été farouchement opposé à la reconnaissance légale de l'objection de conscience, non seulement parce qu'elle est une atteinte au principe sacro-saint de la discipline — qui, comme chacun sait, fait la force principale des armées — mais aussi par crainte de la contagion de l'exemple. Il devait compter aussi avec une opinion passablement abusée sur la notion du devoir civique, de l'égalité dans l'obligation de la servitude militaire, et particulièrement avec la masse passive d'anciens combattants qui pensent stupidement que là où ils ont passé doivent passer les autres. Enfin, c'était le moment où les derniers sursauts de la tragédie algérienne accaparaient l'attention générale, où l'O.A.S., plus déchaînée que jamais, jouait son dernier atout, provoquant le sauve-qui-peut dans la population européenne et l'afflux des rapatriés en France dont il fallait organiser l'hébergement.

Or, tous ces facteurs d'opposition réunis n'ont pu empêcher que la volonté obstinée d'un seul homme, Lecoin dut recourir à la grève de la faim, il savait pouvoir compter sur des concours actifs, aussi bien de la part des organisations pacifistes, syndicales et autres, que de quelques journaux amis.

Certes, lorsqu'ayant épuisé tous les autres moyens, Lecoin dut recourir à la grève de la faim, il savait pouvoir compter sur des concours actifs, aussi bien de la part des organisations pacifistes, syndicales et autres, que de quelques journaux amis.

Avant de commencer sa périlleuse entreprise, il avait réuni quelques militants auxquels il avait fait part de sa détermination irrévocable et posé ainsi le problème : « Si nous avons dix chances de réussir, j'en prends cinq à mon compte, à vous de faire le reste. »

Le démarrage fut laborieux. Les consignes de silence avaient été données en haut lieu et la presse aux ordres obéissait servilement. Seuls quelques rares journaux osaient enfreindre les instructions.

Mutisme également à peu près total du côté moscovite et de son organe « l'Humanité » où, selon une habitude qui ne se dément pas, on ignore ou l'on boycotte toute initiative de quiconque échappe à l'obédience du parti russe (à plus forte raison en ce qui concerne l'objection de conscience sévèrement réprimée en Russie).

L'accueil qui nous fut réservé de la part de l'un des secrétaires du Bureau confédéral de la C.G.T. traduit assez bien ce comportement. Après une déclaration favorable, celui-ci devenait plus réticent, plus fermé au fur et à mesure qu'il allait, au bureau voisin, prendre les directives du coco de service : tant et si bien que l'entretien se termina à peu près par une fin de non-recevoir.

Cela, bien sûr, n'était pas pour nous surprendre. Même si le syndicat des correcteurs de cette même C.G.T. — dont Lecoin est l'un des membres les plus anciens et fut l'un des plus dévoués — a mené campagne en sa faveur, tout comme le Comité intersyndical du Livre parisien, la Fédération du Livre C.G.T. et nombre de ses sections de province.

Fort heureusement, tout autre fut la réception qu'on nous fit ailleurs, là où le sentiment de soli-

darité n'est pas obnubilé par des considérations de politique partisane.

A la Fédération de l'Education Nationale, c'est une adhésion spontanée qui nous fut donnée, suivie d'une discussion aux fins d'une action efficace pour aider Lecoin et les objecteurs emprisonnés.

Même attitude sympathique à Force Ouvrière, où le secrétaire confédéral qui nous reçut, Bergeron, rédigea devant nous un télégramme pour l'Elysée et intervint par la suite utilement.

La C.F.T.C. fut, elle, en flèche durant toute la campagne. Son secrétaire général Descamps, qui nous avait promis son entier concours, tint parole et nous savons qu'il fit, lui aussi, des démarches personnelles jusqu'à la présidence de la République.

Dans une lettre où il écrit : « Nous sommes profondément satisfaits à la C.F.T.C. que l'acte courageux de notre ami Lecoin ait conduit le gouvernement à déposer le projet de loi concernant le statut des objecteurs de conscience », il ajoute : « ...au sein de notre organisation, ceci a eu un profond retentissement et nombreuses sont les fédérations et unions départementales qui ont été sensibilisées à partir du geste de Lecoin. »

C'est un fait qu'à Paris comme en province les militants ne sont pas restés inactifs. Groupements pacifistes, sections des Droits de l'Homme, de Libre pensée, syndicats — y compris, dans certains centres, ceux de la C.G.T. désavouant ainsi leurs dirigeants confédéraux — n'ont pas ménagé leurs efforts et ont multiplié les initiatives pour aboutir au résultat souhaité : tracts, affiches, meetings, manifestations firent leur œuvre. Et comme il a déjà été dit ici, la presse et la radio ne purent s'abstenir plus longtemps de commenter l'événement.

Toute cette agitation menée jour après jour autour de celui qui jouait sa vie contre l'arbitraire et l'oppression devait porter ses fruits.

Face aux timorés, aux pessimistes qui prédisaient l'insuccès, face aux adversaires de l'action individuelle qui prétendent que l'action de masse — qu'ils entendent monopoliser — est seule efficace, celle-ci s'est révélée payante.

Et s'il n'est pas contestable que l'action collective est d'appoint nécessaire à toute revendication, il convient de considérer aussi les éléments qui la déterminent et, en la circonstance, on doit reconnaître que c'est l'acte de Lecoin qui, par sa nature même, bien plus que par l'objectif proposé, plus même que ne l'aurait fait une campagne de presse et de meetings, a remué, sensibilisé l'opinion et forcé ainsi le barrage qui s'opposait à l'examen du cas des objecteurs de conscience.

C'est son action directe qui a contraint plusieurs conseils des ministres à se saisir de la question.

C'est elle qui a permis que le problème de l'objection de conscience soit posé publiquement et de rallier une grande partie de l'opinion à la seule solution raisonnable.

Cela dit, il importe de ne pas s'illusionner outre mesure. L'affaire Lecoin terminée, la lutte continue pour l'application des engagements qu'il a arrachés au pouvoir. Car, en vue de la discussion du projet de loi qui va être présenté au Parlement sur le statut de service civil des objecteurs, l'appareil militaire et les politiciens à sa dévotion s'emploient à réduire au possible des assurances officielles concernant la libération de tous les objecteurs emprisonnés qui avaient été données à Lecoin, alors au bord du coma, afin de l'amener à cesser son jeûne.

Un communiqué du ministre des Armées, paru au « Journal officiel » est significatif à cet égard et constitue un odieux chantage et une escroquerie par les mesures restrictives imposées aux objecteurs qui attendent depuis tant d'années que justice leur soit rendue.

Face à la passivité quasi générale dans un monde en folie où le crime et la violence apparaissent trop souvent comme les moyens d'action des rivalités

impérialistes, où l'on dispute aux plus nécessiteux des crédits que l'on dispense largement pour une « force de frappe » qui nous entraîne vers la destruction de l'humanité, il est réconfortant de voir des jeunes hommes assez courageux pour se refuser à être les instruments aveugles et les complices des fauteurs de massacres.

Sachons ne point les décevoir.

Nicolas FAUCIER.

PLANIFICATION = TOTALITARISME

Je me suis souvent demandé pourquoi le socialisme avait pris nettement position contre la thèse du libéralisme économique symbolisée par la formule célèbre : « Laissez faire, laissez passer. » A mon avis, cette attitude explique en grande partie la faillite actuelle du socialisme ou tout au moins son impuissance. Logiquement, si les premiers socialistes avaient eu l'esprit libertaire ils auraient pris au mot les bourgeois dirigeants de l'époque et auraient exigé que le « laissez faire » s'applique non seulement au patronat, mais également au salariat, c'est-à-dire à la classe ouvrière. Car, pour les maîtres de l'économie du dernier siècle, le libéralisme, c'était en fait la liberté du capital d'exploiter en toute sécurité les travailleurs, le droit des forts de subjuguier les faibles. Le socialisme a vu, comme les religions, les Etats, la morale bourgeoise, le mal dans le libre arbitre. Il est parti de la Genèse et a condamné le geste d'Adam désobéissant à son créateur.

Que reproche-t-on surtout au capitalisme libéral ? C'est d'avoir favorisé ou de n'avoir pu empêcher la formation des organismes à caractère de monopole : les cartels, les trusts, les coalitions d'intérêts particuliers, etc. On oublie que ce n'est pas le système libéral, mais précisément le dirigisme actuel anti-libéral et planificateur qui a créé et qui crée le terrain favorable aux monopoles aux ententes de toutes catégories. N'est-ce pas les droits de douane et les subventions qui sont les instruments les plus courants du dirigisme et la base la plus solide de toutes nos organisations économiques ?

Presque tout le monde est d'accord pour affirmer que l'interventionnisme tel qu'on l'a pratiqué jusqu'à ce jour a fait faillite. Il a provoqué chez nous l'instabilité politique que nous subissons actuellement. Et cela — ne soyons pas trop sévère — souvent malgré la bonne volonté et les efforts désintéressés de certains hommes politiques. Il est des faits apparemment scandaleux qui ne sont que la conséquence d'une méconnaissance ou d'une mauvaise interprétation de la loi économique. Lorsque l'Etat intervient pour combattre les crises il ne fait souvent que déplacer le mal. En améliorant la situation de tel secteur il provoque des dégâts dans d'autres secteurs qui sont les effets de l'intervention.

« Exemples : Une banque est en difficulté. Intervention : la banque d'émission vient à son secours en lui octroyant des crédits. Résultat : la banque se maintient. Effets accessoires : la banque d'émission est obligée de se défaire d'une quantité importante d'or ou de devises, la stabilité du change est en danger. Deuxième intervention : introduction du contrôle des changes. Effets accessoires : accroissement des importations. Troisième intervention : élévation des tarifs douaniers. Résultat : recul des importations. Effets accessoires : baisse des exportations, etc. » (1)

Autre exemple : une branche de l'activité subit une crise grave; prenons le cas de l'agriculture. L'Etat vient à son secours et lui accorde des subventions. Des centaines de milliards d'anciens francs ont été distribués à des organismes de la vie agricole : Le F.O.R.M.A. (Fonds d'orienta-

tion et de régularisation des marchés agricoles) par exemple devient un établissement public à caractère industriel, commercial, bancaire. Il est doté cette année de près de 2 milliards de NF. Les revendications sociales du syndicalisme agricole se montent à près de cent milliards d'anciens francs — dont une grande partie sortira directement des caisses de l'Etat. Résultat : augmentation des impôts, baisse de la rentabilité dans l'industrie et le commerce; effets accessoires : augmentation des prix et baisse du pouvoir d'achat des salaires et des revenus fixes, ce qui provoque des revendications et des grèves chez les travailleurs. Deuxième intervention : augmentation des salaires : conséquences : augmentation des coûts de production dans la plupart des entreprises en position marginale avec fermeture de certaines d'entre elles; effets accessoires : chômage, déséquilibre budgétaire, investissements malsains d'origine inflationniste, etc, etc.

Parmi les dirigeants, il en est qui se rendent très bien compte que dans le domaine de l'économie il importe de ne pas limiter son horizon à un seul fait ou à un seul secteur de la production; il est essentiel de toujours voir l'ensemble des phénomènes qui constituent la vie économique. Pour des techniciens nourris de certitudes, il est logique d'imaginer qu'ils aient voulu corriger tous ces désordres, ces contradictions, non plus par des mesures, des plans d'action fragmentaires, mais par un plan général visant toute l'économie. Ils se sont introduits dans la marche des choses comme des dieux réglant la marche de l'univers. De là la théorie à la mode : la planification. Théorie d'autant plus séduisante qu'elle est simple et facile à faire accepter par les masses qui ne demandent qu'à croire ce qui vient d'en haut ou à confier leur sort à des sauveurs.

Maintenant est-on bien d'accord sur tout ce qu'il y a sous ce mot : planification ? Le terme est nouveau, mais correspond-il à quelque chose de bien nouveau ? Planifier c'est agir selon un plan. Or de tout temps les producteurs ont soumis leur activité à des plans conçus avec les moyens du bord et plus ou moins modifiés par les circonstances en cours d'exécution. Dans une économie libre la production dépend d'un grand nombre de plans particuliers. Dans un capitalisme où dominent les monopoles, et qui est le nôtre, au lieu d'avoir un nombre illimité de plans individuels, on a, ou l'on veut avoir, un seul plan pour chaque industrie. De sorte que la seule différence essentielle entre les deux systèmes réside dans l'absence de concurrence entre les producteurs de marchandises identiques.

Je crois que pour beaucoup de gens qui s'intéressent à la question, ce n'est pas une planification totale qu'ils demandent mais une planification pour chaque secteur de l'activité économique. Alors, il faudrait s'entendre, car lorsqu'on parle de planification, si ce mot a un sens, il ne peut s'agir que d'une économie dirigée selon un plan unique, une volonté unique englobant toutes les entreprises, tous les échanges, les salaires, la monnaie, en un mot toute l'économie. Sous le règne d'une économie planifiée, il existe un comité central émanant des pouvoirs du moment qui fixe : a) les sortes de produits à fabriquer; b) les quantités à fabriquer dans chaque entreprise ou chaque secteur; c) les prix auxquels seront livrés

(1) Fritz Machlup, professeur d'économie politique à l'Université de Buffalo (U.S.A.).

les produits à la consommation. Il va de soi que producteurs, salariés, consommateurs, doivent s'incliner devant les décisions du comité central, donc de l'Etat. Si ce n'est pas ça la planification, alors, qu'est-ce que c'est ?

On peut imaginer qu'un tel système planifié peut fonctionner dans une société démocratique. Toutes les décisions seraient prises après discussion et accord de chaque partie, chaque organisation restant ainsi maîtresse de sa production, de ses prix, des salaires et des revenus qu'elle distribue. Mais s'il y a toujours le même marchandage entre les quantités à produire, entre les prix demandés et les prix offerts, etc., il ne serait pas question d'économie planifiée.

On voit bien les avantages que présentent les monopoles, ou les ententes ayant ce caractère. Les entrepreneurs, les responsables des grands secteurs monopolisés ou protégés souhaitent l'ordre bienfaisant d'un cartel et les heureux effets de l'assainissement des marchés qui stabilise les hauts prix, garantit l'écoulement des produits prévus, et par là aussi consolide les profits escomptés, les situations acquises et les privilèges des classes dirigeantes. A mon avis voilà ce que c'est, la planification ! Un ordre économique prétendu bienfaisant qui maintient toutes les injustices sociales. Aussi, je ne comprends pas pourquoi des camarades dont on ne peut suspecter la sincérité s'embarquent sur cette galère qui ne peut que conduire au totalitarisme des soi-disant démocraties populaires.

Mais, peut-on me dire, que proposez-vous ? Comme si jamais il n'y avait eu que les charlatans de la politique, les messies, les bons dieux, pour sauver le monde ! Pourquoi ne pas faire confiance tout simplement à la liberté et demander aux travailleurs organisés de reconnaître comme sien tout mouvement qui libère l'économie des entraves,

des contraintes, des chaînes de toute nature au moyen desquelles les Etats ruinent le commerce national et international et dont les néfastes conséquences sont supportées presque uniquement par les classes laborieuses.

Pourquoi ne pas revenir aux grands principes dégagés par nos ancêtres de génie les théoriciens du socialisme et du syndicalisme face aux divagations du moment qui toutes débouchent sur le totalitarisme dont la faillite est reconnue par tous les hommes de bonne foi. Il y a de quoi hésiter à rappeler ces principes tant le bon sens et l'expérience les ont consacrés : le travail source de toute richesse et non la monnaie ou le crédit ; nécessité d'une monnaie universelle stable ou de monnaies convertibles dans tous les pays ; — liberté de circulation des biens et des personnes partout et non l'autarcie, les contingents, les barrières douanières ou les murs de la honte ; — création de marchés communs les plus étendus possibles et internationalisation de toutes les grandes voies terrestres, maritimes, aériennes ; — nécessité de rétablir la pleine responsabilité des entrepreneurs, des gérants des monopoles et des grandes entreprises publiques ou privées avec suppression des subventions, primes à la paresse et à la corruption des mœurs, etc.

Où est l'idéal syndicaliste qui était celui de nos aînés et qui contenait en puissance toutes ces grandes réformes ? Le syndicalisme d'aujourd'hui est absent de tous les grands mouvements économiques et sociaux qui transforment notre monde. Il n'a aucune théorie spécifiquement ouvrière à opposer et à défendre face à une hiérarchie qui ne voit que le confort et l'argent et à une bourgeoisie qui ne retrouve du courage que pour défendre ses privilèges et ses traditions depuis longtemps périmées.

Jean FONTAINE.

NOTE SUR UN COLLOQUE « SCIENTIFIQUE »

La commission française pour l'éducation, la science et la culture avait organisé un colloque à l'abbaye de Royaumont du 28 juin au 3 juillet dernier, sur le thème : Jean-Jacques Rousseau et l'homme moderne. Les organisateurs avaient invité d'éminents spécialistes français et étrangers de Rousseau ainsi que de nombreux universitaires, à confronter leurs vues sur l'actualité de l'œuvre du citoyen de Genève. A côté de cette cohorte de professeurs brevetés, reconnus d'utilité publique par leurs gouvernements respectifs, une petite poignée de francs-tireurs, de journalistes et d'écrivains, une sorte de prolétariat intellectuel était chargée de faire entendre la voix de la plèbe qui, après tout, a son mot à dire lorsqu'il s'agit de Jean-Jacques. Il échet à notre camarade Georges Navel de dire ce que signifiaient les « idées sociales » dans le monde moderne et en quoi elles se rattachent à celles de Rousseau. L'auteur de « Travaux », en vrai fils spirituel de Jean-Jacques, s'efforça de fuir l'abstraction, de tourner le dos aux systèmes et de montrer concrètement la façon dont les idées sociales généreuses du XVIII^e siècle se retrouvaient dans le syndicalisme révolutionnaire mais là seulement, sans doute. En effet, sa conclusion était que les idées sociales ne se révèlent guère dans la vie quotidienne de l'ouvrier, ni dans son habitat ni dans ses conditions de travail. Par contre l'ouvrier découvre parfois les idées sociales dans les milieux syndicalistes et cette rencontre constitue souvent pour lui un véritable choc. En effet, prendre conscience de sa condition, avoir la révélation qu'elle n'est ni l'effet du hasard ni celui de quelque impersonnelle nécessité, cela soulève bien des questions dans son esprit. Peut-on changer les formes sociales ? Peut-on améliorer l'homme ? Navel évoque ensuite les milieux syndicalistes révolutionnaires qu'il connut au lendemain de l'autre guerre et Monatte dont la mémoire est inséparable de tout ce mouvement d'idées, de tou-

tes les espérances qu'il suscita. Mais la révolution russe n'a pas changé l'homme, conclut en substance notre camarade, elle a jeté les fondements d'un pouvoir autoritaire nouveau, créateur de hiérarchies nouvelles qui pèsent lourdement sur les travailleurs et ne leur ont pas apporté la libération collective et personnelle dont rêvait un Rousseau.

Rien de plus modéré, on le voit, que l'exposé de Navel. A peine l'avait-il achevé que le délégué soviétique, un pesant pédagogue du nom de Dynnick s'éleva contre les prétendues attaques contre son gouvernement qu'aurait contenues l'exposé de Navel. Illico les camarades français du « parti » vinrent à la rescousse et l'on fit les gros yeux à l'auteur de « Travaux » d'avoir troublé par ses remarques la sérénité « scientifique » du colloque. Ce fut dès lors une débauche d'abstractions et de jargon philosophico-sociologique permettant de se donner l'air de parler de tout en ne disant rien. Il fallut tout le bon sens rationaliste d'un Lucien Goldmann pour introduire quelque substance dans ces nuées. On vit le délégué soviétique et le R.P. Ravier se congratuler gravement et quelques bons orateurs faire à la tribune un brillant numéro avant de s'éclipser discrètement. De discussion, de colloque il n'y en avait plus guère pour deux raisons majeures. D'abord les professeurs refusaient d'entendre un autre langage que celui de l'école, le leur. D'autre part ces spécialistes enfermés dans leurs systèmes et dans leur rhétorique ne comprenaient guère les questions ou les objections qu'on leur adressait en s'inspirant d'une expérience de la vie comme le fit Navel et non simplement de l'une des catégories logiques de leur pensée. Nos mandarins auraient pourtant intérêt à ouvrir les yeux et à ne plus se servir de la dialectique d'une façon aussi mécanique que leurs prédécesseurs se servaient du syllogisme.

Pierre AUBERY.

L'opposition espagnole à Munich

C'est avec Julian Gorkin, directeur de la revue espagnole « Cuadernos » (Paris) que je me rendis le 4 juin à Munich où devait avoir lieu, précédant le Congrès international du Mouvement européen, une conférence qui, finalement, devint un événement exceptionnel dans l'histoire de la lutte que mène, depuis plus de vingt-cinq ans, l'opposition espagnole contre le régime autoritaire dans son pays.

Pour la première fois se réunissaient des représentants de l'opposition intérieure et des délégués de l'émigration ; pour la première fois, aussi, des représentants de tous les partis de cette opposition, des conservateurs jusqu'aux socialistes de différentes nuances (donc, l'opposition anti-totalitaire, à l'exclusion des communistes) se rassemblaient. Les groupes syndicalistes (CNT, UGT, groupes basques, STV) n'avaient envoyé personne. Les syndicalistes de Madrid, eux, avaient envoyé des salutations au congrès européen. J'étais le seul participant non Espagnol à la pré-conférence des Espagnols.

Il y avait, en tout, quatre-vingts représentants venant d'Espagne et trente-huit émigrés (sociaux-démocrates, parmi eux Llopis, le secrétaire socialiste, des libéraux tels que Salvador Madariaga, les catholiques basques avec Irujo, et des délégués n'appartenant à aucun parti). La délégation venant d'Espagne était extrêmement *ouvrière*. La monarchiste « Union Espanola » était représentée, entre autres, par Salvatagui ; Gil Roblès et d'autres participaient pour les chrétiens-démocrates (1) ; le même Gil Roblès qui, de 1933-1936, aspirait à devenir le « Duce » de l'Espagne. Actuellement, il est le représentant principal des intérêts capitalistes qui souhaitent, pour l'Espagne, une libéralisation politique. Etait également représenté le parti des chrétiens-démocrates de gauche, parti très intéressant, proche des socialistes et qu'il ne faut pas confondre avec les groupes catholiques révolutionnaires. Un délégué de Madrid de ce parti m'a transmis les salutations du groupe syndicaliste de Madrid : Rüdiger y sera certainement, avaient-ils dit... La majorité des délégués venant d'Espagne, des hommes de trente ans pour la plupart, font partie des cercles socialistes et libéraux-socialistes qui se forment un peu partout en Espagne et dont les idées ne sont pas encore bien précises.

Au début de la conférence des Espagnols, il y eut une explication violente entre Gil Roblès et Irujo, le chef des basques catholiques. Celui-ci s'écriait, tourné vers Gil Roblès : « Vous êtes au service de Franco ! » Mais bientôt, le calme fut rétabli, et l'on s'engageait dans une discussion étonnamment objective et intéressante sur l'élaboration d'une résolution commune, sous la présidence de Salvador de Madariaga. Finalement, on se mettait d'accord sur une très bonne résolution commune, et l'on décidait de la soumettre au Congrès européen. Je crois sincèrement que cette réunion comptera dans l'histoire de l'Espagne.

La résolution proclame que l'Espagne ne peut adhérer aux Communautés européennes qu'à condition d'être réellement démocratique : formation d'un gouvernement avec accord de la population, garantie des libertés individuelles, auto-gestion pour les « communautés naturelles » (municipalités et régions), libertés syndicales, y compris le droit de grève, droit de former des partis politiques, respect des droits de l'opposition. Ce qui est très important est le paragraphe final de la résolution : l'écrasante majorité du peuple espagnol, y dit-on, souhaite une évolution dans ce sens « selon les règles de la sagesse politique », et le plus rapidement possible, mais sans faire appel à la violence. (Tous sont contre une nouvelle guerre civile.)

L'ambiance parmi les Espagnols était bonne : on était poli, respectueux et même amical, les uns envers les autres. Toutefois, les socialistes, les libéraux et les catholiques basques continuent à

se méfier de Gil Roblès et de ses amis. Mais ils disent : il faut « engager » ces milieux-là, nous avons besoin d'eux, afin de créer une « ambiance » internationale en vue de la transformation nécessaire en Espagne. Le groupe des « grands bourgeois » se tint à l'écart des autres délégués, mais parmi les autres, le contact était d'autant plus cordial. Parmi les basques se trouvaient des prêtres, ainsi le Père Glaso qui, à la radio française, prenait régulièrement position contre Franco, jusqu'à ce que de Gaulle fit arrêter ces émissions...

On dit que l'idée européenne est devenue, en Espagne, un moyen de propagande révolutionnaire : pour l'Europe contre Franco. La demande d'adhésion à la Communauté Economique Européenne, formulée par le gouvernement espagnol, a abouti à une mobilisation des masses. Ainsi, la classe ouvrière a-t-elle brusquement réussi à s'assurer une influence sur l'opposition. Tous comprennent, que sans les grèves, il n'y aurait pas eu de conférence de Munich.

J'ai reçu beaucoup d'informations sur les grèves ; l'information la plus importante est sans doute celle-ci : c'est la jeunesse qui se trouvait à la tête de la lutte, me disaient tous les délégués espagnols, donc cette nouvelle génération dont les vieux militants ne savaient rien et dont on croyait qu'elle était apolitique, indifférente et n'ayant aucun sens de solidarité...

Reste à parler de l'accueil réservé à la résolution des Espagnols devant le Congrès Européen. Derrière les coulisses on avait dit (le président du parti radical français, Maurice Faure, par exemple) que le Congrès n'était pas habilité à approuver des résolutions sur la situation politique dans les différents pays...

Malgré tout, la présentation de la résolution espagnole devint le point culminant du Congrès Européen. Salvador de Madariaga, à qui l'on avait demandé de la soumettre au Congrès, reçut une ovation extraordinaire. Pendant plusieurs minutes, les applaudissements l'empêchaient de prendre la parole. Lorsque, enfin, il put dire qu'il désirait soumettre et analyser une résolution des Espagnols déjà adoptée la veille par la gauche européenne, les libéraux et les Nouvelles Equipes Internationales (catholiques européens), les applaudissements fusaient à nouveau.

Salvador de Madariaga parlait des deux traditions de la culture européenne : de l'exigence socratique de la raison critique et de la conscience et de l'idée chrétienne de la valeur de l'homme. En Espagne, disait-il, Socrate est sacrifié tous les jours, et le Christ est crucifié quotidiennement ! Il soulignait l'attitude pacifique des oppositionnels espagnols : « Hier, disait-il, nous avons terminé, ici, à Munich, la guerre civile ! » Il rejeta l'idée qu'un mouvement européen n'aurait pas le droit de s'immiscer dans les affaires intérieures d'un pays : Ne voulons-nous pas créer une Europe unifiée ? Aussi longtemps que l'un de nous est privé de sa liberté, nous le sommes tous ! Y a-t-il, pour un Européen, une « situation intérieure » qui ne poserait pas un problème européen ? Ces paroles furent saluées par une formidable ovation. Les six cents personnes qui se trouvaient dans la salle se levaient et applaudissaient sans fin.

On sait que le gouvernement espagnol a demandé son adhésion à la Communauté Economique Européenne. C'est une question qui n'a été traitée par aucun orateur du Congrès Européen. C'est à l'opposition espagnole que fut réservé le soin de poser le problème des relations entre l'Europe et l'Espagne. C'est un succès considérable, un événement international !

Après avoir fait état de la manière ambiguë dont la presse allemande, à de rares expressions près, a rendu compte de l'action de l'opposition espagnole au Congrès Européen (on parlait parfois

(1) Parti dont les idées sont proches de celles du parti chrétien-démocrate en Allemagne.

*aucune information sur la situation
cf. R.P. 114 p. 20
divers*

d'une « délégation espagnole » sans préciser qu'il s'agissait de l'opposition...), il faut signaler que cette attitude, on la trouve aussi ailleurs.

J'ai appris que l'opposition espagnole n'était pas loin, après de longues négociations, d'obtenir l'installation d'un émetteur anti-franquiste à Tunis. Brusquement, Bourguiba interrompait les négocia-

tions : il venait de conclure un traité commercial avec Madrid, et son pays ne voulait pas s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Espagne... Et Bourguiba, lui, n'est pas un bourgeois catholique allemand, mais le chef d'un pays libéré du colonialisme.

Helmuth RUDIGER.

LA CONSTANCE DANS LE MENSONGE

Il paraît que nous perdons notre temps en « rabâchages » sur le passé. Mais pourquoi les communistes — dont on ne peut nier l'habileté démagogique — éprouvent-ils le besoin de justifier leur action d'aujourd'hui par leurs exploits d'hier, pourquoi s'emploient-ils à falsifier la vérité historique afin de prouver leur logique et leur constance ?

Comme chaque année, *l'Humanité* du 10 juillet 1962, consacre deux lourdes colonnes à l'évocation d'un passé vieux de vingt-deux ans et célèbre l'anniversaire d'un « Appel à la Résistance lancé par le Parti », au lendemain de la prise de Paris par les troupes allemandes et de l'armistice signé par le gouvernement Pétain.

Ainsi, ils réclament l'honneur de la priorité dans la Résistance, qu'ils voudront ensuite monopoliser à leur profit. Cette imposture peut-elle être tolérée, alors que du 25 août 1939 au 21 juin 1941, le parti communiste français est demeuré dans la ligne fixée par le monstrueux pacte Hitler-Staline, et s'est révélé le complice du nazisme, avec une hypocrisie grossière dont personne n'était dupe.

Contentons-nous d'opposer aux imprudentes proclamations de juillet 1962, des textes authentiques publiés de septembre 1939 à juillet 1940, et de rappeler quelques faits particulièrement édifiants.

LE PACTE HITLER-STALINE

Le pacte germano-soviétique fut signé à Moscou par Von Ribbentrop, au nom de Hitler, et par Molotov, en présence de Staline qui, « sachant combien le peuple allemand aime son Führer », porta un toast à la santé de celui-ci. Une semaine après, l'agression de Hitler contre la Pologne déclencha l'intervention anglo-française.

Personne ne s'y trompa. Personne ne mit en doute la responsabilité directe de Staline dans le déclenchement de la deuxième guerre mondiale. Les plus violents furent ceux qui s'étaient affirmés les partisans les plus résolus de l'alliance franco-soviétique et d'authentiques sympathisants communistes :

Nous restons quelques-uns qui ne pensent pas que la politique est l'art de trahir. Pourquoi ne pas dire toute ma pensée ? Si le peuple russe était un peuple libre, si au lieu de croire à un homme, il croyait à l'Homme, est-ce que le stupéfiant retournement de l'U.R.S.S. aurait été possible ?

Albert BAYET.

(« La Lumière », 1^{er} septembre 1939).

L'Union des Intellectuels français, réprouvant toute duplicité dans les relations internationales, exprime sa stupéfaction devant la volte-face qui a rapproché les dirigeants de l'U.R.S.S. des dirigeants nazis à l'heure même où ceux-ci menacent en même temps que la Pologne, l'indépendance de tous les peuples libres.

29 août 1939.

Ont signé : Irène et Frédéric JOLIOT-CURIE, Paul LANGEVIN, Victor BASCH, Aimé COTTON, Albert BAYET, etc.

C'est par ordre de Moscou que ces messieurs aimaient la France ; mais quand est venu le contre-ordre, ils ont oublié qu'ils étaient français.

Albert BAYET.

(« La Lumière », 6 octobre 1939.)

Mais le pacte public se prolongeant en accord secret (aujourd'hui connu), il se réalisa dans les faits, lorsque les troupes soviétiques eurent envahi

la Pologne à l'Est et effectué leur jonction avec les armées allemandes déjà maîtresses de la Pologne occidentale.

L'opération achevée, Hitler la commenta en ces termes.

Ni le régime allemand, ni le régime russe ne veulent sacrifier un seul homme pour les intérêts des démocraties occidentales... La Russie et l'Allemagne se sont entendues sur leurs buts de guerre. Les buts de guerre de l'Allemagne sont très limités. L'Allemagne et la Russie supprimeront en Pologne un foyer d'incendie. La Pologne de Versailles ne ressuscitera jamais.

Discours d'Adolph HITLER.
Dantzig, 19 septembre 1939.

LA PAIX HITLERIENNE

Cependant la Pologne supprimée, Hitler propose la paix aux démocraties occidentales. Les communistes français qui accusaient de haute trahison ceux qui, en 1935 et en 1939 cherchaient à éviter par des négociations l'issue fatale du conflit, vont annoncer l'initiative hitlérienne en ces termes :

La France va se trouver incessamment en présence de propositions de paix (il s'agit de celles d'Hitler).

A peine a-t-on parlé de ces propositions de paix dues aux initiatives de l'U.R.S.S., qu'une presse dirigée a répondu avec ensemble : non.

Chaque Français veut la paix, car il sent qu'une guerre de longue durée serait terrible pour notre pays et compromettrait à la fois son avenir et les libertés démocratiques.

Nous voulons de toutes nos forces une paix juste et durable et nous pensons qu'on peut l'obtenir rapidement, car en face des fauteurs de guerre impérialistes et de l'Allemagne hitlérienne en proie à des contradictions internes (1), il y a la puissance de l'Union Soviétique qui peut permettre la réalisation d'une politique de sécurité collective susceptible d'assurer la paix et de sauvegarder l'indépendance de la France.

(Lettre des députés communistes à Edouard Herriot, président de la Chambre des députés, 1^{er} octobre 1939, signée au nom du groupe par A. RAMETTE et Florimond BONTE.)

Les communistes seront les meilleurs défenseurs du peuple de France, ils lutteront de toutes leurs forces contre la guerre impérialiste pour la paix et contre le gouvernement Daladier dont il faut débarrasser notre pays.

(Déclaration de Maurice THOREZ, 10 octobre 1939.)

Soyons unis pour combattre la guerre impérialiste et pour exiger que la paix soit rétablie.

(« Au peuple de France », appel du Parti Communiste, 1^{re} quinzaine d'octobre 1939.)

La lettre des députés communistes, les déclarations de Thorez, l'appel au peuple prouvent qu'après une période assez courte de réactions contradictoires et d'hésitations, la direction du Parti reste dans la stricte obédience stalinienne. Des déclarations officielles de Moscou expliquent parfaitement leur position.

(1) Les communistes allemands avaient cessé toute opposition à Hitler. Les antinazis et les juifs réfugiés en U.R.S.S. furent livrés à la Gestapo par la police soviétique.

Trois faits importants — explique Molotov — ont modifié la situation mondiale au cours des derniers mois.

Le premier de ces faits est le changement complet des rapports entre l'Allemagne et la Russie soviétique, changement qui a conduit à l'établissement d'une amitié durable entre ces deux Etats, les plus grands de l'Europe.

Le deuxième est l'anéantissement militaire de la Pologne, et la ruine de l'Etat polonais.

Le troisième est la continuation de la guerre entre l'Allemagne d'une part, l'Angleterre et la France d'autre part.

L'Union Soviétique suit avec une profonde compréhension la lutte menée par l'Allemagne pour mettre fin au système de Versailles, car son point de vue est qu'une Allemagne forte est la condition indispensable de la paix en Europe.

(Déclarations de Molotov, commissaire aux Affaires étrangères, président du Conseil des commissaires du peuple au Conseil Suprême des Soviets de l'U.R.S.S., 31 octobre 1939, reproduites dans un tract imprimé en Allemagne.)

Manifestez dans l'action votre fidélité au Parti, à l'Internationale Communiste, au chef génial des travailleurs de tous les pays, à notre cher et grand Staline.

(Aux membres du Parti communiste français. Pour le Comité central. Signé : Maurice THOREZ et DUCLOS, publié dans les « Cahiers du bolchevisme » clandestins de janvier 1940.)

Cependant, à la suite de leur initiative en faveur de la paix hitlérienne, les députés communistes furent frappés de déchéance par la Chambre unanime.

Geste justifié par un de leurs plus fidèles alliés de la veille... et du lendemain.

Qu'auraient-ils dit les députés communistes si on leur avait donné la parole ? Sans doute auraient-ils affirmé qu'ils préféreraient leur parti à leur pays et qu'ils signaient un chèque en blanc à Staline. Le crime de Staline, c'est d'avoir imité Hitler, son impérialisme brutal et ses agressions. Si nous avons retiré notre main de celle des communistes, ce n'est pas à cause de l'anticapitalisme du Parti, c'est à cause de son attitude antifrançaise et pro-hitlérienne.

Pierre COT.

(« L'Œuvre », 29 janvier 1940.)

LES SABOTAGES

Mais les déclarations ne suffisaient pas à Moscou. L'obéissance devait se traduire en actes. Sur l'ordre du parti, des travailleurs fanatisés entreprirent de saboter efficacement la défense nationale.

Il y a eu des sabotages. Il y a eu le sabotage des moteurs d'avions aux usines Farman, à Boulogne-Billancourt, dans des conditions vraiment affreuses (il en est résulté des accidents mortels). Il y a eu un certain nombre de sabotages dans les poudreries, notamment à la poudrerie de Sorgues. Il y a eu des sabotages dans les casernes de la région fortifiée de Boulay, des sabotages de fusées d'obus et de balles antitanks en pleine bataille de France...

(Discours de M. DALADIER à l'Assemblée Nationale, le 18 juillet 1940.)

Des sabotages catastrophiques furent opérés dans les usines d'aviation, notamment aux usines Farman. En avril 1940, une enquête est ouverte à la suite de certains accidents survenus à des avions sortis de ces usines et dont les conséquences ont été mortelles pour les pilotes. Le sabotage découvert consistait dans le sectionnement des fils de laiton servant de frein à l'écrasement du tuyau d'arrivée d'essence. L'essence tombait sur la tubulure d'échappement rougie à blanc, provoquant ainsi des vapeurs qui amenaient l'explosion de l'appareil en

plein vol et la mort du personnel navigant. Roger Rambaud, âgé de 17 ans et demi, fut arrêté alors qu'il avait saboté dix-sept moteurs sur vingt. A son procès, il répéta les consignes du Parti et des Jeunesses auxquelles il avait obéi. Il fut condamné à mort et exécuté à Bordeaux avec deux complices. Le procès avait été ouvert devant le tribunal militaire de Paris et clos le 27 mai 1940.

APRES LA DEBACLE DE JUIN 1940

Mais l'offensive allemande à l'Occident aboutit à la débâcle française de juin 1940. Le 18 juin, cependant, de Londres, de Gaulle lançait son fameux appel à la Résistance.

Le 17 juin 1940, M. Molotov président du Conseil des commissaires du peuple, convoque l'ambassadeur d'Allemagne et lui exprime les plus vives félicitations du gouvernement soviétique pour le magnifique succès de l'armée allemande (il s'agit de la prise de Paris, de la débâcle des armées françaises).

« L'Humanité clandestine » du même jour déclare que le peuple doit imposer la paix et exiger un gouvernement s'entendant avec l'U.R.S.S. pour le rétablissement de la paix générale dans le monde.

Le général de Gaulle et autres agents de la finance anglaise voudraient faire battre les Français pour la City et s'efforcent d'entraîner les peuples coloniaux dans la guerre. Les Français répondent le mot de Cambronne à ces messieurs.

(« L'Humanité clandestine », 1^{er} juillet 1940.)

L'APPEL AU PEUPLE FRANÇAIS

Il est exact que le parti Communiste a lancé un appel au Peuple français publié dans *L'Humanité* clandestine en août 1940, reproduit dans les *Cahiers du Bolchevisme* du troisième trimestre de 1940, diffusés en octobre 1940. (Il fut antidaté et reporté au 10 juillet, pour les besoins de la cause.) Mais la soi-disante reproduction partielle du texte en 1943 et la publication dans *L'Humanité* du 12-2-47 prouvent, par simple confrontation avec l'original, une grossière falsification et un tripataillage ahurissant. On a naturellement supprimé des passages violemment neutralistes et antibritanniques. Le texte *authentique* d'août 1940 ne contenait aucune phrase contre l'occupant, c'est-à-dire contre l'allié de l'U.R.S.S.

On se souvient du procès de Riom contre Daladier, Léon Blum, Gamelin, etc.

Hitler exigeait que les inculpés soient frappés comme responsables de la guerre. Le gouvernement de Vichy et ses magistrats n'ayant pu accorder cette faveur au Führer, le procès fut brusquement interrompu, après de magistrales et courageuses explications de Daladier et de Blum sur les causes de la défaite.

Or, le 19 décembre 1940, François Billoux, député communiste incarcéré, futur ministre, écrivait à Pétain, au nom de ses camarades, pour rappeler que les communistes s'étaient prononcés contre la guerre et devaient donc être libérés. Il demandait à être entendu comme témoin au procès de Riom, pour dénoncer les fauteurs de guerre, et donc soutenir l'accusation formulée par Hitler.

Rappelons que, libérés par les autorités allemandes, les représentants du Parti demandaient la réparation de *L'Humanité* à ces mêmes autorités. Les représentants hitlériens étaient disposés à accorder cette autorisation. C'est le gouvernement de Vichy qui s'y opposa.

Ce sont là des vérités historiques indiscutables. C'est seulement, après le 21 juin 1941, après l'agression de Hitler contre l'U.R.S.S., que les staliniens devinrent féroceement antihitlériens, que les autorités d'occupation en France menèrent la répression contre les communistes.

Ni le pacifisme, ni le patriotisme, ni la défense des intérêts ouvriers n'ont déterminé l'orientation de Maurice Thorez et de ses lieutenants.

LA STRUCTURE DE CLASSE DES SYNDICATS SOVIETIQUES

De même que le Front allemand du Travail de l'époque hitlérienne, les syndicats du monde soviétique comptent parmi leurs membres non seulement des salariés proprement dits, mais encore les chefs et cadres dirigeants des entreprises. Ils vont plus loin en ce sens que les syndicats fascistes en Italie : sous le règne de Benito Mussolini, il y eut, certes, des Corporations qui englobaient tous les syndicats officiellement reconnus, syndicats ouvriers aussi bien que syndicats patronaux ; mais on n'opéra tout de même pas la fusion des uns avec les autres.

Au début, les syndicats soviétiques adoptèrent à l'égard de ce problème une attitude diamétralement opposée. Ils ne voulurent organiser que des ouvriers manuels. Mais cette tendance fut vite brisée. On commença par admettre les employés de bureau et ceux-ci furent bientôt rejoints, dans les rangs des syndicats, par leurs chefs. Seuls les agriculteurs et les patrons des entreprises privées demeurèrent dehors.

Bien plus, une section spéciale des ingénieurs et techniciens fut créée à l'intérieur des syndicats soviétiques. Elle devait procurer à sa clientèle des avantages matériels appréciables qui étaient refusés aux ouvriers. Etablie d'abord pour assurer au régime la sympathie d'éléments « socialement étrangers » dont il cherchait le soutien et la coopération, la section des ingénieurs et techniciens devint ensuite un des instruments de la transformation sociale du Parti communiste lui-même. On sait qu'à l'origine l'adhésion au Parti était incompatible avec l'acceptation d'avantages matériels auxquels n'avait pas accès la masse ; le Parti devait être un rassemblement de militants ardents, prêts à tout sacrifier à leur idéal. Cette vue de l'esprit ne put résister longtemps aux tentations liées à l'exercice du pouvoir. L'interdiction faite aux membres du Parti de jouir de privilèges matériels fut de plus en plus violée. En fin de compte, le visage du Parti lui-même s'en trouva transformé. De militants désintéressés qu'ils avaient été, les communistes devinrent des opportunistes dont le dévouement est d'autant plus fort qu'il est davantage profitable. Ils finirent par ressembler à ces « éléments socialement étrangers » que le régime cherchait à s'attacher par l'intermédiaire de la section syndicale des ingénieurs et techniciens. Il ne restait plus, pour normaliser la situation, qu'à ouvrir aux communistes les portes de cette section, dispensatrice d'avantages matériels. C'est ce qu'on fit, avec la plus grande discrétion : l'entrée des communistes dans la section des ingénieurs et techniciens, par laquelle ils accédaient en droit aux hauts salaires et autres bénéfices, s'opéra par simple circulaire du Conseil central des syndicats.

La section des ingénieurs et techniciens n'eut son importance, il va de soi, qu'aussi longtemps que les syndicats intervenaient dans la détermination des salaires. Or, celle-ci devint, sous le régime des plans quinquennaux, une prérogative exclusive des autorités d'Etat. Aussi la section ne pouvait-elle plus grand-chose pour ses membres. Elle fut probablement liquidée sans bruit.

Fait intéressant, depuis la mort de Staline, on essaie de la ressusciter. L'affaire est menée à tâtons et par voies détournées, mais elle progresse.

En 1955, les Sociétés scientifiques et techniques, associations groupant un certain nombre de techniciens, furent incorporées dans les syndicats et transformées en « organisation de masse », ce qui implique les changements suivants : elles doivent viser à organiser le plus grand nombre possible de techniciens ; leurs organisations primaires doivent s'installer dans les entreprises ; il faut leur donner une structure organisée et articulée suivant les mêmes principes que les syndicats eux-mêmes. Des progrès notables ont été faits, dans

l'intervalle, dans ces trois directions. Les effectifs des Sociétés ont évolué comme suit depuis leur transformation en « organisations de masse » : 200.000 à 300.000 en 1955, 600.000 en 1957, 800.000 en 1958 et 1.000.000 en 1959. Elles avaient leurs organisations primaires dans 17.000 entreprises en 1957 ; au début de 1959, on en comptait déjà quelque 24.000. Dès 1957, les Sociétés étaient groupées en 22 formations centralisées, organisées par industrie, comme les syndicats ; le nombre des syndicats s'élevait à 23. En octobre 1959 eut lieu le premier congrès national des Sociétés scientifiques et techniques.

Au départ, on ne songea pas, semble-t-il, à réserver l'admission à ces sociétés aux cadres dirigeants ; il a été question à maintes reprises de recruter leurs adhérents également parmi les inventeurs, « ouvriers d'avant-garde », etc. Mais dès 1957, le Conseil syndical des syndicats décida de grouper dans une organisation à part ces divers éléments, privilégiés au regard des simples ouvriers et employés, mais inférieurs dans la hiérarchie sociale aux cadres dirigeants des entreprises.

Les syndicats organisèrent au cours de cette année-là une série de conférences des « rationalisateurs » et inventeurs, ainsi que de nombreux concours, et procédèrent ensuite à la fondation d'une « organisation de masse » : Sociétés des inventeurs et rationalisateurs de l'U.R.S.S. Celle-ci installa, à son tour, ses organisations primaires dans les entreprises. Ses effectifs s'élevèrent à plus de 1.000.000 au début de 1959 et à 2.000.000 à la fin. Son premier congrès national se réunit en septembre de la même année.

Il ne s'agit pas, bien entendu, d'une simple reconstitution de la section syndicale des ingénieurs et techniciens d'antan. On parle beaucoup du rôle incombant aux nouvelles Sociétés dans la propagation du progrès technique et très peu des bénéfices qu'elles pourraient procurer aux adhérents. Mais il ne fait pas de doute qu'elles sont appelées à veiller aux intérêts de ceux-ci. Au demeurant, à propos de la Société des inventeurs et rationalisateurs de l'U.R.S.S., on a précisé qu'elle doit grouper les intéressés en vue de leur perfectionnement professionnel, de l'élaboration de leurs projets et de la protection de leurs droits d'inventeur.

Ce souci de réserver aux catégories privilégiées des organisations à part dans les syndicats se concilie mal avec le prétexte que l'on invoque pour justifier la cohabitation des ouvriers et des chefs d'entreprise dans les syndicats communs. On affirme en effet que dans les entreprises appartenant à l'Etat, tout le monde est salarié et rémunéré uniquement selon son travail, depuis le balayeur jusqu'au directeur général. Si cela était vrai, les sections ou sociétés réservées seraient dépourvues de toute fonction.

Mais le prétexte est faux. Les balayeurs sont rémunérés pour leur propre travail et le directeur, pour les avoir fait travailler. Son traitement représente un multiple du salaire ouvrier : dans les centrales électriques, par exemple, les salaires des manœuvres variaient, entre 1942 et 1946, de 115 à 175 roubles par mois, tandis que les directeurs touchaient de 1.000 à 3.000 roubles. Les chefs et cadres dirigeants des entreprises empochent en outre une partie des bénéfices réalisés puisqu'une partie importante de leurs gains revêt la forme de primes calculées en fonction des résultats de l'entreprise.

Le vrai sens de la cohabitation des ouvriers et des employeurs dans les mêmes syndicats fut révélé sans ambages dans un discours du premier ministre tchécoslovaque. En expliquant qu'en « démocratie populaire » l'organisation syndicale ne doit plus songer à formuler et à présenter les revendications ouvrières, cet homme s'exclama : « A qui les présenterait-elle ? Les directeurs des

usines et les directions tout entières de celles-ci sont membres de la même organisation syndicale. » Dans les organismes directeurs des syndicats, les chefs d'entreprise jouissent d'une représentation bien plus importante que les ouvriers.

Des données fort révélatrices à ce sujet sont divulguées dans les rapports présentés aux congrès syndicaux par la commission des mandats, pour autant que ces rapports soient publiés ; dans certains pays, par exemple en Tchécoslovaquie, les comptes rendus des congrès se limitent à mentionner que le rapport de la commission des mandats fut présenté à telle séance par telle personne.

Prenons le XI^e Congrès national des syndicats soviétiques, réuni en juin 1954. D'après le rapport de la commission des mandats, il y eut 1.364 délégués, dont 449 étaient des diplômés d'études supérieures, 119 avaient fait des études supérieures incomplètes et 306 avaient terminé des études secondaires.

Il importe, pour interpréter ces données, de tenir compte du niveau très bas de l'éducation dont jouit la population soviétique en moyenne. La majorité des ouvriers n'ont fréquenté que l'école primaire ; lors du recensement du 15 janvier 1959 encore, 61 % des ouvriers se trouvaient dans ce cas. Les personnes qui ont quitté l'école à l'âge de 11 ans sont nombreuses même parmi les agents de maîtrise, employés de bureau, comptables, économistes, techniciens et fonctionnaires. Parmi les économistes employés dans les organismes de planification à l'échelon de la ville et du district, ceux qui ont bénéficié d'une éducation supérieure ne représentent que 14,5 %. Parmi les économistes des entreprises industrielles et du bâtiment, plus de la moitié n'ont même pas bénéficié de l'enseignement secondaire. Et ce n'est pas seulement une proportion si l'on peut dire statistique, influencée par les chiffres relatifs aux entreprises d'importance secondaire. La situation n'est pas radicalement différente dans les usines modèles. C'est ainsi que dans l'Entreprise I.A. Likhatchev (ci-devant Entreprise Staline) de Moscou, première usine d'automobiles soviétiques, le bureau de planning emploie 64 économistes dont deux sortent des études supérieures et 20 n'ont fréquenté que l'école primaire ; parmi les 21 économistes employés dans le bureau de planning de l'usine électro-mécanique de Riga, un a terminé les études supérieures ; pas un seul des 19 employés du même bureau de l'usine électro-mécanique de Iaroslavl n'a bénéficié de l'enseignement supérieur. Le niveau d'instruction du personnel proprement technique n'est pas tout aussi bas, mais il laisse, lui aussi, beaucoup à désirer. On a constaté par exemple en 1955 que « dans l'industrie des constructions navales plus de la moitié des techniciens n'ont même pas reçu d'instruction secondaire » ; autrement dit, n'ont fréquenté que l'école primaire.

Dans ces conditions, force est de constater que 874 délégués sur 1.364 représentaient au congrès l'élite des cadres dirigeants de l'industrie. Restent donc 490 délégués. Qui étaient-ils ? Le rapport de la commission des mandats précisa qu'il y avait 421 ouvriers dans la salle (pour la plupart, il s'agissait de travailleurs de choc, novateurs, « ouvriers d'avant-garde » et *tutti quanti*). Si l'on déduisait ce nombre de l'ensemble des délégués n'ayant bénéficié que de l'enseignement primaire ou de l'enseignement secondaire incomplet (enseignement de 7 ans), il resterait encore 69 délégués dans cette situation. Or, le rapport de la commission des mandats révèle qu'outre les 421 ouvriers on comptait parmi les délégués 496 fonctionnaires permanents des syndicats ; la majorité écrasante de ceux-ci devaient donc appartenir aux 874 gens éduqués qui assistaient au congrès. Force est de conclure que les permanents syndicaux ne se recrutent qu'exceptionnellement parmi les ouvriers, employés et techniciens d'un échelon inférieur ; pour la plupart, on les choisit dans la caste économiquement privilégiée.

Le rapport présenté par la commission des mandats au XII^e Congrès National des syndicats soviétiques, en mars 1959, est également instructif. Les délégués furent un peu moins nombreux qu'au Congrès précédent : 1.332 contre 1.364. En revan-

che, les diplômés d'études supérieures furent même plus nombreux. On en comptait 518 au XII^e Congrès contre 449 au XI^e. Les autres catégories de syndicalistes éduqués furent légèrement en retrait par rapport à leur représentation au XI^e Congrès : les délégués ayant fait des études supérieures incomplètes se chiffrent à 105 contre 119 et ceux ayant terminé des études secondaires, à 247 contre 306. Ce qui fait au total 870, contre 874 au Congrès précédent ; le reste, composé de délégués n'ayant joui que d'une instruction primaire (172) ou secondaire incomplète, c'est-à-dire de 7 ans (280), comptait en 1959 452 têtes contre 490 en 1954. La représentation de l'élite s'accrut et c'est surtout sa couche la plus élevée, les diplômés d'études supérieures, qui obtint une partie nettement plus importante.

Le nombre des ouvriers admis au Congrès monta de 421 en 1954 à 468 en 1959 ; le rapport de la commission des mandats précisa qu'ils avaient été tous choisis parmi les novateurs et travailleurs d'avant-garde. Fait intéressant, il y eut cette fois plus d'ouvriers parmi les délégués que de gens ayant quitté l'école au bout de 4 ou de 7 ans. Comme on comptait en outre 481 permanents syndicaux, il est pratiquement exclu qu'il se trouvât des gens aussi peu éduqués parmi ces derniers.

Une lumière supplémentaire fut jetée sur le phénomène par le président du Conseil central des syndicats dans son rapport au XII^e Congrès lorsqu'il déclara que les Fédérations d'industrie et les conseils intersyndicaux régionaux étaient présidés dans 99 % des cas par des diplômés d'études supérieures ou à tout le moins secondaires. On dirait que, dans un souci de soustraire les syndicats d'Etats à l'influence des salariés, les autorités leur allouent des spécialistes formés pour des fonctions directoriales bien plus généralement qu'aux entreprises industrielles elles-mêmes.

Dominés ainsi par les intérêts patronaux, les syndicats agissent en conséquence. Autant le Front allemand du Travail cherchait à inculquer aux ouvriers l'idée qu'une « communauté d'entreprise » (*Betriebsgemeinschaft*) unit le « chef d'entreprise » (*Betriebsfuhrer*) et sa « suite » (*Gefolgschaft*), autant les syndicats du monde communiste prônent aux ouvriers la fraternisation avec leurs supérieurs.

Au II^e Congrès national des syndicats bulgares, le président reprocha aux militants de ne pas avoir « tous adopté une attitude juste à l'égard du personnel technique, des contremaîtres et ingénieurs dans les usines ».

En Hongrie, les remontrances suivantes furent faites aux travailleurs des mines : « L'ennemi de classe veut saper l'exécution du plan en cherchant à démolir l'autorité des directeurs techniques. Sa méthode la plus dangereuse consiste à suborner les ouvriers contre l'intelligentsia. Bien des braves mineurs se souviennent encore vivement de l'époque où plus d'un directeur de la mine était un instrument docile des magnats de l'industrie. Les ennemis qui se sont infiltrés dans nos mines exploitent ces souvenirs encore brûlants pour alimenter chez les mineurs une haine de l'intelligentsia technique, bien que celle-ci se soit mise au service de l'Etat socialiste, du peuple laborieux. »

Mieux encore, un des secrétaires confédéraux des syndicats hongrois déclara que les chefs d'entreprise « sont, eux aussi, des fils du peuple travailleur ».

En s'adressant en 1958 au V^e Congrès national des syndicats polonais, Wladyslaw Gomulka donna aux délégués une véritable leçon d'idéologie de la « communauté d'entreprise » : « Le directeur et les autres chefs qui font partie de l'administration sont les représentants de l'Etat socialiste, donc de l'Etat de la classe ouvrière, ce sont des hommes que l'Etat a chargés de diriger en son nom, donc au nom de la classe ouvrière, les entreprises socialisées. Les ouvriers et l'administration, ce ne sont pas deux parties opposées du personnel, ce ne sont que deux côtés d'un organisme unique, côtés dont dépend le fonctionnement de celui-ci. Il suffirait de substituer « na-

tion » à « classe ouvrière » pour faire entrer cette déclaration dans le patrimoine idéologique hitlérien ; à part cela, tout y est, jusques et y compris l'interprétation biologique d'une institution sociale, interprétation si chère au fascisme en général et à sa variété nazie en particulier.

En parlant aux chefs d'entreprise et à leurs agents des syndicats du monde communiste ne songent pas à leur préconiser la fraternisation avec l'ouvrier ; bien au contraire, ils les encouragent à traiter ce dernier avec sévérité. « Dans nos usines », a écrit le quotidien des syndicats tchécoslovaques, « il existe beaucoup de bons contremaîtres, qui font le nécessaire pour propager les nouvelles méthodes de travail (dénomination euphémique de l'accélération des cadences), qui, avec un esprit de suite veillent à ce que chaque individu remplisse ses devoirs, qui appliquent un système d'économie et châtient quiconque l'enfreint. Or, ils sont isolés dans cette œuvre. Il arrive souvent que les conseils d'ateliers et les responsables syndicaux de rayon ne les aident pas et, ce qui est plus est, n'exécutent pas eux-mêmes les consignes du contremaître et sapent son autorité. »

Dans le même esprit, le Conseil central des syndicats soviétiques, réuni en juillet 1952, dénonça « de graves lacunes dans l'activité des organisations syndicales et du personnel dirigeant, en ce qui concerne le maintien de la discipline dans les entreprises de construction de matériel roulant ». Après avoir mentionné des cas d'indiscipline dans d'autres branches, notamment les houillères, la métallurgie et les constructions mécaniques lourdes, ainsi que sur certains chantiers de construction, l'organe suprême des syndicats déclara : « La cause de ces défauts est partout la même. Certaines organisations syndicales et certains chefs d'entreprise ont relâché la lutte pour la discipline, ont perdu de vue cette tâche essentielle. Fait plus grave encore, certains dirigeants ferment les yeux lorsqu'il y a des absences sans motif valable et cachent à l'opinion publique la conduite inadmissible de certaines gens. »

Le quotidien des syndicats hongrois fit à son tour des reproches aux chefs d'entreprise qui donnent satisfaction aux réclamations des ouvriers : « lorsque les ouvriers se plaignent des normes de rendement, les directeurs des entreprises, au lieu de contrôler le bien-fondé de leurs réclamations, procèdent à la réduction de ces normes. Une telle attitude ne peut qu'aggraver le mécontentement de certains éléments qui ne se justifie point. Fait regrettable, les organisations du Parti et les sections syndicales apportent bien souvent leur concours à ces pratiques malpropres. »

Lors même que les ouvriers se trouvent brutalisés et que les syndicats officiels ne peuvent pas approuver les procédés adoptés par les chefs d'entreprise et leurs agents, ils n'omettent pas de préciser que leur désaccord sur un point précis ne doit pas porter atteinte au principe même de la sévérité. C'est ainsi que le quotidien des syndicats chinois signala que dans les usines les ouvriers étaient rossés de coups et torturés par les cadres dirigeants. Il reprocha alors à ces derniers d'avoir adopté des « méthodes irréfléchies » et de faire preuve d'« impatience ». Et voici son commentaire : « Il faut préciser que, dans l'œuvre de renforcement de la discipline de travail, nous devons résolument empêcher le recours à cette méthode de punition, mais cela ne signifie pas que l'adoption des mesures punitives nécessaires est rejetée. »

Il n'est certes pas banal, même dans le monde qui se dit communiste, de voir les dirigeants des usines donner une râclée à un ouvrier ou lui faire subir un supplice ; mais le fait n'a pas été inventé par des calomniateurs, il a été constaté par l'organe officiel des syndicats et celui-ci n'a pas jugé utile de sonner le tocsin. C'est là l'image de cette « communauté d'intérêts » et de ce « salariat du balayeur et du directeur général » qui doivent justifier l'incorporation des ouvriers et des chefs d'entreprise dans le même syndicat.

Paul BARTON.

PERSONNAGE SYMBOLIQUE !

Le peintre mexicain David Siquieros est-il un grand peintre ? Nous ne sommes pas compétents pour en juger.

David Siquieros est-il l'un des chefs du parti communiste mexicain ? A ce titre mérite-t-il sa condamnation à huit années de prison qui ne sera définitive qu'après le jugement d'appel du 20 juillet ? Ce n'est pas ici que l'on justifiera une action policière et juridique contre un parti d'opposition.

L'emprisonnement de Siquieros a-t-il été provoqué par la pression des Etats-Unis ? Une telle affirmation prouve à nouveau le mépris des journalistes communistes pour leur public. Supposer Mexico aux ordres de Washington, c'est à la fois invraisemblable et absurde.

Siquieros est-il un martyr ? *Libération* du 19 juillet 1962 et *L'Humanité* du 16-7-62 s'accordent pour mépriser toute allusion au régime privilégié dont jouit Siquieros dans sa prison. Nous nous accordons avec ses journalistes post-staliniens dans un hommage au régime pénitentiaire mexicain — qui s'apparente d'ailleurs à celui des Etats-Unis — où le prisonnier politique (même celui de droit commun) ne subit aucun avilissement.

Qui donc a voulu transposer du plan artistique au plan politique l'œuvre du peintre Siquieros ? Qui, sinon MM. Picasso, Tzara, Picart-le-Doux, Moussinac, Jean Lurçat, Philippe Soupault ?

On est tout disposé, ici, à présenter à ces artistes désintéressés, des milliers de cas d'intellectuels et d'artistes persécutés pour leur non-conformisme, dans les pays qu'ils qualifient frauduleusement de socialistes et où l'homme est avili quotidiennement aussi bien dans les prisons qu'en... liberté surveillée.

Mais l'essentiel n'est pas là. Ce contre quoi des hommes comme André Breton, Louis Martin-Chauffier, Edgard Morin, André Philip, David Rousset.. ont protesté, c'est l'hommage rendu à Siquieros, coupable il y a vingt-deux ans, d'une tentative d'assassinat contre Léon Trotsky.

L'Humanité du 16-7-62 s'en tire avec un magistral jésuitisme : « La justice mexicaine n'a pas retenu contre Siquieros l'accusation d'avoir tué Trotsky ». Et pour cause. L'assassin de Trotsky a été arrêté et condamné comme tel.

Mais l'ignoble forfait de Mornand fut la deuxième tentative — hélas ! réussie — d'assassinat de Trotsky. La première, du 24 mai 1940, fut l'attaque d'une bande dirigée par Siquieros contre la maison de Trotsky. Il y eut mort d'homme. Et si le grand révolutionnaire ne fut pas atteint, ce ne fut pas par l'insuffisance des moyens employés pour abattre Trotsky, sa compagne Nathalia et leur petit-fils, un tout jeune enfant.

Paul Morelle, dans *Libération* du 19-7-62, le reconnaît loyalement, s'étonne même que la justice mexicaine n'ait pas inquiété Siquieros en 1940 et confesse « que ce curieux fait d'arme ne soit pas ce qui concourt le plus à la gloire du peintre stalinien ».

Seulement il s'agit d'une « époque révolue », et Morelle — que son honnêteté intellectuelle rendra suspect à ceux qui l'emploient — a rencontré au Mexique d'anciens compagnons de Trotsky qui jugent « archaïque et vain » de ranimer l'ancienne querelle.

Nous ne sommes pas de grands politiques. Nous n'aménageons pas une « plate-forme » d'action politique sur des dalles funéraires ou la terre tassée sur un charnier. On veut que Siquieros soit un symbole. Alors, nous le définissons : le chef d'une bande qui, par un tir de barrage dirigé contre un vieux couple et un petit enfant, s'efforça de conclure définitivement une controverse politique.

LES FAITS DU MOIS

VENDREDI 1^{er} JUIN — Hausse massive des prix alimentaires décrétée par le gouvernement soviétique.

Exécution en Israël d'Adolph Elchmann.
A Dijon, congrès du M.R.P.

Le congrès de la Fédération syndicale de la police réclame la réintégration de Rouve.

Louis Lecoin commence la grève de la faim pour obtenir la libération des objecteurs de conscience.

LUNDI 4. — A Oslo, conseil de l'Internationale socialiste.

MARDI 5. — On rend public un appel de l'ex-général Jouhaud invitant l'O.A.S. à cesser les combats.

MERCREDI 6. — Une motion de censure déposée à l'Assemblée Nationale par le groupe Unité de la République ne recueille que 113 voix.

Ouverture à Moscou du congrès du Comecon (Conseil d'assistance économique mutuelle) : l'Albanie n'est pas représentée.

Grèves revendicatives dans la métallurgie.

JEUDI 7. — Congrès du Mouvement européen à Munich avec participation de chefs de l'opposition espagnole.

VENDREDI 8. — Déclarations de Khrouchtchev contre le Marché commun.

Allocution du général de Gaulle.

SAMEDI 9. — Le gouvernement de Madrid condamne à l'exil ou à la résidence forcée les opposants présents au congrès de Munich.

MARDI 12. — Accord des trois princes laotiens sur la formation du gouvernement.

Elections municipales en Italie : recul du parti démocrate-chrétien.

Elections présidentielles au Pérou : les trois candidats se suivent de près.

MERCREDI 13. — 293 députés publient un manifeste favorable à l'intégration européenne.

JEUDI 14. — Echec des négociations commerciales franco-soviétiques.

La semaine de travail des cheminots ramenée à 46 heures le 1^{er} octobre.

SAMEDI 16. — Nouvelle information contre Raoul Salan.

Le Parti du peuple algérien (ex-M.N.A.), parti de Messali Hadj, est écarté de la campagne du référendum.

Visite de M. Khrouchtchev en Roumanie.

LUNDI 18. — Accord entre Algériens, du F.L.N. et de l'O.A.S.

MARDI 19. — Grève de l'électricité et du gaz de 6 à 18 heures.

Le rapatriement en métropole des Français d'Algérie devient massif.

Grève de 48 heures des journaux italiens.

Elections canadiennes : défaite du parti conservateur.

MERCREDI 20. — Reprise du travail à Alger. Confusion et divisions dans l'O.A.S. d'Oran.

Grève de 48 heures à la S.N.C.F.

Deuxième grève de l'Eclairage de 6 à 18 heures.

Fin de l'assistance technique américaine à Israël.

La Chambre des députés hollandaise, par 88 voix contre 41 s'oppose à l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun.

JEUDI 21. — 70.000 travailleurs en grève chez Ford-Motors aux Etats-Unis.

SAMEDI 23. — Raoul Salan ordonne à son tour la fin des combats en Algérie.

A l'O.N.U., 100^e veto soviétique contre le vote d'une résolution relative au conflit du Cachemire.

Aux Etats-Unis, fin de la grève chez Ford.

Grève de 24 heures du personnel des journaux italiens.

Concentrations de forces chinoises face aux îles de Matsu et de Quemoy.

LUNDI 25. — Le chancelier d'Autriche en visite en France.

MARDI 26. — A Oran, l'O.A.S. incendie les citernes et dépôts de mazout.

Constitution en Turquie d'un gouvernement triparti.

La Cour Suprême des Etats-Unis déclare anti-constitutionnelles les prières dans les écoles publiques.

Grève de 48 heures d'un million d'ouvriers métallurgistes italiens.

MERCREDI 27. — Désaccords au sein du F.L.N. : démission du G.P.R.A. de Mohammed Khider, ministre d'Etat.

VENDREDI 29. — Ben Bella quitte précipitamment Tunis.

La nouvelle cour militaire de justice condamne à mort Degueudre, chef des tueurs des commandos Delta.

Aggravation du conflit des Houillères du Dauphiné ; mise en congé technique des mineurs de fond.

SAMEDI 30. — Visite du président Kennedy au Mexique : signature d'un accord économique.

DIMANCHE 1^{er} JUILLET. — Trois chefs de l'A.L.N. sont destitués par le G.P.R.A.

A une écrasante majorité, le référendum algérien décide l'indépendance sur la base des accords d'Evian.

LUNDI 2. — Le président de Gaulle accueille le chancelier allemand Adenauer.

Conseil national du Parti socialiste unifié à Paris.

Suicide du général de Larminat, président de la Cour militaire de justice.

MARDI 3. — Le référendum algérien donne 6.017.800 votants sur 6.549.736 inscrits, dont 5.975.581 « oui » contre 16.534 « non ».

Déclaration sur l'Europe des partis socialistes français et allemand.

MERCREDI 4. — Adoption au Caire d'une charte nationale islamique et socialiste.

Dissidence confirmée d'une partie de l'A.L.N. en Algérie.

Accord sur les salaires dans la métallurgie parisienne.

JEUDI 5. — André Phillip démissionne du P.S.U.

SAMEDI 7. — Les troupes marocaines occupent deux postes dans la région contestée de Colomb-Bechar.

Accord franco-marocain de coopération.

LUNDI 9. — En Rhénanie-Westphalie : les chrétiens-démocrates perdent la majorité à Dusseldorf.

Le gouvernement marocain retire ses troupes de Saf-Saf, dans le Sahara algérien.

A Moscou, congrès pour le désarmement général.

MARDI 10. — 47 membres du P.S.U., dont Mendès-France, formulent des réserves sur le dernier conseil national.

Remaniement ministériel en Espagne.

MERCREDI 11. — Le satellite américain « Telstar » transmet en France des images et sons émis aux Etats-Unis.

En Syrie, dissolution de la Fédération des syndicats ouvriers.

JEUDI 12. — La France rembourse par anticipation 356 millions de dollars aux Etats-Unis et au Canada.

Débat à l'Assemblée Nationale sur le complexe atomique de Pierrelatte.

Un projet de statut des objecteurs de conscience adopté par le gouvernement.

Ben Bella accueilli triomphalement à Marnia et à Tlemcen, puis à Oran.

Ouverture à Toulouse du congrès national des instituteurs.

VENDREDI 13. — Grève des marins de commerce de Marseille.

Le G.P.R.A. accueilli chaleureusement en Kabylie.

Nouvelle menace de l'U.R.S.S. au sujet de Berlin.

Conflit au Katanga entre soldats de l'O.N.U. et soldats katangais.

SAMEDI 14. — Remaniement ministériel en Grande-Bretagne.

LES OCCASIONS DU MOIS

LIVRES NEUFS A PRIX RÉDUITS

- Jean MAITRON. — **De la Bastille au Mont-Valérien.** Dix promenades à travers Paris révolutionnaire. Vol. 11,5 x 18. 288 pages. Abondamment illustré de photos et de plans-itinéraires. Prix d'édition (1956) : 900 Fr. **5,00 NF**
Un guide du Paris révolutionnaire et une synthèse remarquable du Mouvement ouvrier.
- A ROSSI. — **Autopsie du stalinisme** avec le texte intégral du Rapport Khrouchtchev et du Testament de Lénine. Vol. 14 x 19. 296 pages. Prix d'édition (1957) : 690 Fr. .. **2,50 NF**
- André PHILIP. — **Pour un socialisme humaniste.** Vol. 14,5 x 20,5. 236 pages. Prix d'édition (1960) : 700 Fr. **4,00 NF**
Un socialisme capable de créer une société responsable, gérée par des hommes responsables.
- A. HAMELIN. — **Les doctrines économiques.** Vol. 13,5 x 18,5. 192 pages. Prix d'édition (1959) : 510 Fr. **3,50 NF**
Antiquité et Moyen Age. — Le Mercantilisme. — Les Physiocrates. — L'École libérale ou classique. — L'École socialiste. — L'Interventionnisme. — L'École hédoniste.
- L'avenir du travaillisme.** Nouveaux Essais Fabiens. Préface de Clement ATTLEE. Traduit de l'anglais. Vol. 13,5 x 18,5. 288 pages. Prix d'édition (1952) : 600 Fr. **3,50 NF**
- Armand CUVILLIER. — **Un journal d'ouvriers : « L'Avenir »** (1840 - 1850). Préface de C. Bouglé. Avant-Propos d'Edouard Dolléans. Vol. 14 x 19. 244 pages. Prix d'édition (1954) : 600 Fr. **3,50 NF**
Ajouter 10 % pour frais de port.

Ou les 6 volumes : 20 NF (Franco de port)

Adresser commandes et fonds à : Ferdinand TULE,
1 bis, rue Eugène-Gibez, Paris XV^e — C.C.P. 6003-86 Paris

Avant la rentrée prochaine, pensez à acquérir les moyens de la culture désintéressée, les moyens de la préparation aux examens et concours, les moyens de la promotion ouvrière... en utilisant les deux ouvrages de Roger HAGNAUER :

JOIES ET FRUITS DE LA LECTURE

avec une préface de Georges Duhamel, de l'Académie Française
Lire pour s'informer, pour s'instruire, pour se distraire...

Des textes commentés, des bibliographies, des listes d'œuvres éducatives et littéraires...
(en librairie **6 NF**)

Au temps du stylo et du micro...

L'EXPRESSION ÉCRITE ET ORALE

avec une préface de Maurice DAVID, inspecteur général de l'Éducation Nationale
Recherches de vocabulaire. Construction de phrases. La narration. La description.
Le commentaire. L'expression d'idées. La lettre, la presse, etc... La diction,
la parole spontanée, les conférences, les discours, les débats...
Nombreux sujets de travaux personnels (en librairie **9,45 NF**)

Conditions particulières aux membres de l'Enseignement, aux étudiants, lycéens et collégiens,
aux Amis de la Maison de Sèvres

Publiés par les Editions Ouvrières, 12, avenue de la Sœur-Rosalie, Paris-13^e
En dépôt aux Amis de la Maison de Sèvres, 17, avenue Eiffel, Meudon (S.-et-O.)
à la « R.P. », 14, rue de Tracy, Paris-2^e